

**DANEMARK**

**PETITE HISTOIRE**  
**DES « BARONS DU LISIER »**

*Témoignages des méfaits du modèle industriel porcin au Danemark*

**Mémoire soumis à la Commission du  
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)  
sur le développement durable de la production porcine au Québec**

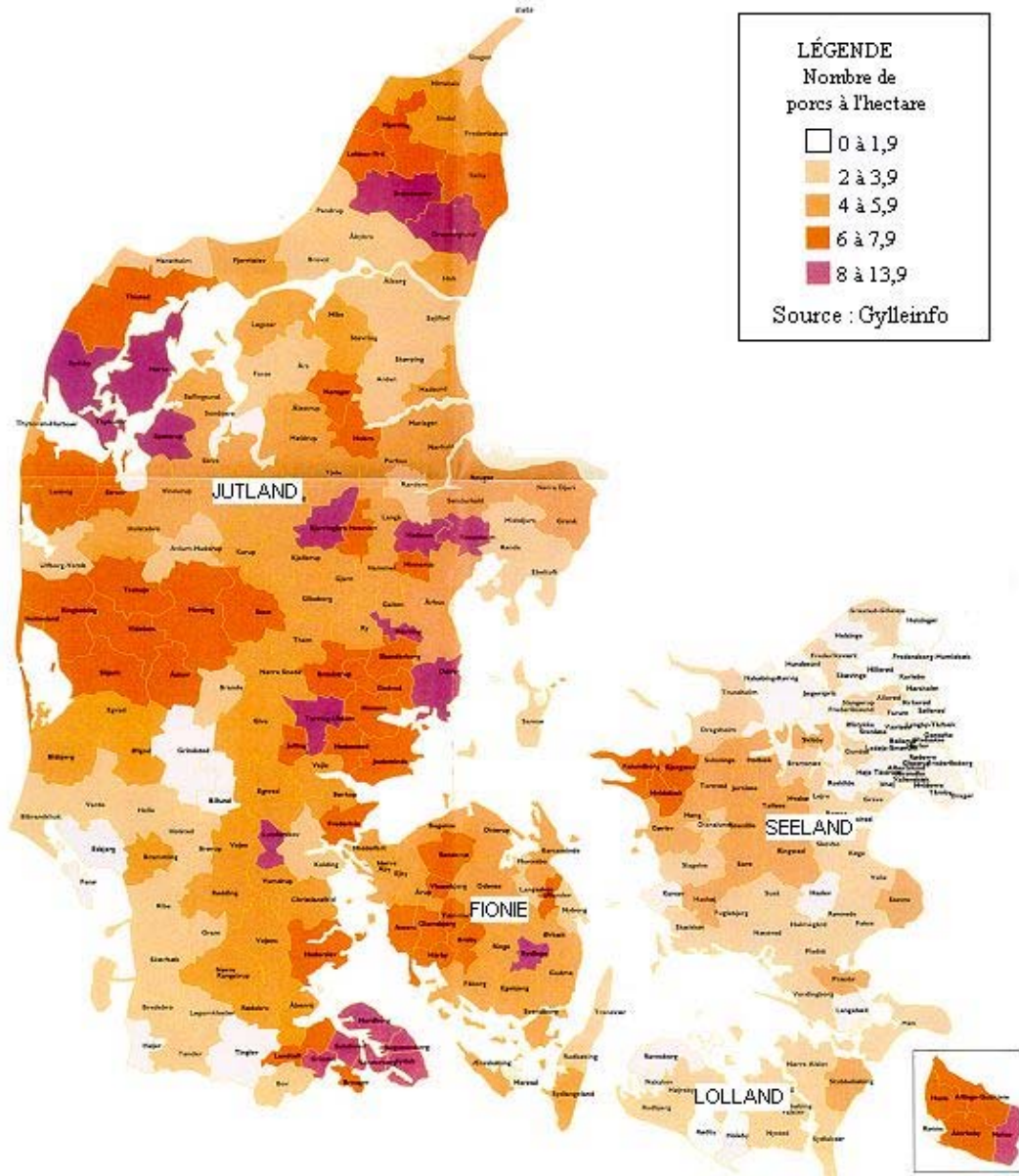
*Michèle Choquet, Union paysanne*  
*Février 2003*

## TABLE DES MATIÈRES

<b>CARTE DU DANEMARK AVEC DENSITÉ DE PORCS À L'HECTARE</b>	<b>3</b>
<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>4</b>
<b>I- INTRODUCTION</b>	<b>5</b>
<b>II- MISE EN CONTEXTE</b>	<b>6</b>
<b>III- PROCÉDURE DE RECUEIL DES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES</b>	<b>11</b>
<b>IV- SYNTHÈSE DES RÉPONSES RECUEILLIES</b>	
<b>IV.1- Opposition à un tel mode de production porcine</b>	<b>12</b>
<b>IV.2- Cohabitation</b>	<b>15</b>
<b>IV.3- Positions politiques</b>	<b>17</b>
<b>IV.4- Taille des fermes; droit d'exploitation alternative</b>	<b>19</b>
<b>IV.5- Structures agricoles; retour financier à la communauté</b>	<b>23</b>
<b>IV.6- Eau et sols</b>	<b>26</b>
<b>IV.7- Odeurs</b>	<b>28</b>
<b>IV.8- Alternatives</b>	<b>29</b>
<b>V- CONSTATS</b>	<b>31</b>
<b>VI- ANNEXES</b>	<b>34</b>
<b>Annexe 1</b> Sources documentaires	
<b>Annexe 2</b> Réplique à un article de Louis-Gilles Francoeur - <i>Pas belle du tout, l'industrie danoise du porc!</i> Anne Risborg-Madsen, Le Devoir, 21 novembre 2002	
<b>Annexe 3</b> <i>Les Barons du lisier</i> - Kjeld Hansen, 16 décembre 2002 - Politiken, trad. du danois par Børge Grønvold Pedersen	
<b>Annexe 4</b> Dépêche du Deutsche Presse Agentur (agence de presse allemande) <i>Au Danemark, l'industrie porcine emm...l'Association des victimes du lisier. (Gylleramt)</i> Thomas Borchert, 2 décembre 2002 - Traduit de l'allemand par Børge Grønvold Pedersen	
<b>Annexe 5</b> GYLLERAMT-Information de presse du 7 novembre 2002 Kurt V. Pedersen, membre co-fondateur de Gylleramt -Traduit du danois par Anne Risborg Madsen	
<b>Annexe 6</b> <i>Les exploitations porcines s'étendront-</i> Michael Rothenborg, Politikensondag 22 décembre 2002 - Traduit du danois par Anne Risborg-Madsen	



# Svinenes Danmark



## **Tous mes remerciements aux personnes suivantes :**

Pour la traduction de documents, témoignages, etc.

- Børge Grønvold Pedersen, ingénieur chimiste, Copenhague, Danemark
- Anne Risborg Madsen, professeur de danois pour les immigrants, Norholm, Danemark

Pour avoir pris le temps de répondre à mon questionnaire et de m'alimenter en données diverses

- Knud Haugmark, peintre, co-fondateur de l'association Gylleramt;
- Susanne Ogstrup, architecte paysagiste, Danish Society for Conservation of Nature;
- Rikke Lundsgaard, coordonnatrice des politiques agricoles, Danish Society for Conservation of Nature;
- Bo Normander, microbiologiste, Noah (Friends of the Earth Danemark);
- Kjeld Hansen, journaliste, président de la firme conseil en communications "BæreDygtighed"<sup>1</sup>, fondateur de « Greenland Wildlife » et du site web « Gylleinfo ».

---

<sup>1</sup> NdT : "BæreDygtighed" est un mot nouveau, prisé par le secteur agricole actuel. Littéralement il signifie : Bære: (sup)porter; Dygtighed : habileté. Le mot composé signifierait donc habileté à supporter, en particulier la charge maximale que l'on peut imposer à un cheval avant qu'il ne s'écroule d'épuisement. Il va sans dire que Kjeld Hansen ironise sur le mot.

## I- INTRODUCTION

Ce document se veut le reflet d'une autre facette de la réalité agricole danoise, décrite par un nombre croissant de citoyens danois. Il fait office de réponse à l'intervention de Claude Lafleur, représentant de la Coopérative fédérée de Québec, auprès de la Commission courante du BAPE sur le thème : « *Nouvelles tendances de production à l'étranger* » (TRAN-5 24.10.02).

C'est sur la base des assertions de Claude Lafleur que j'ai tout d'abord contacté une amie danoise vivant à Aalborg, village situé au nord du Danemark, et m'ayant déjà fait part de nuisances engendrées par les élevages industriels porcins. Une succession de courriels échangés m'a alors permis de publier son témoignage dans « Le Devoir », ce, grâce à l'aide de Louis-Gilles Francoeur, journaliste spécialisé en environnement pour le dit journal. L'article paru le 21 novembre 2001 dans la section Idées, figure en annexes.

À la suite de ce témoignage, j'ai entrepris des démarches de contacts auprès d'acteurs clefs danois, engagés tout particulièrement dans la bataille contre l'industrialisation porcine chez eux. Tout d'abord l'association Gylleramnt, née il y a quelques mois, et dont l'objectif consiste précisément en l'aide auprès de tout citoyen aux prises avec des difficultés voire des incompatibilités de voisinage avec des producteurs porcins.

De fil en aiguille, j'ai pu contacter Bo Normander, microbiologiste de formation travaillant pour l'association *Noah*, de même que Susan Ogstrup, architecte paysagiste et Rikke Lundsgaard, coordonnatrice des politiques agricoles, travaillant toutes deux pour le *Danish Society for Conservation of Nature*. À la suite de circonstances malheureuses, je n'ai pas pu interviewer Susanne Ogstrup; elle m'a cependant orientée vers la recherche de sources documentaires. Enfin, j'ai également contacté le journaliste Kjeld Hansen, précieux pour l'information dont il dispose dans le domaine.

Ces personnages sont impliqués dans la défense de l'environnement et connus du public et tous, qu'ils représentent ou non une organisation, sont des voix qui se font entendre au Danemark pour dénoncer ce qui s'y passe en matière d'environnement et d'agriculture. Car, comme je vais tenter de le démontrer, le Danemark est loin d'être ce charmant petit pays bucolique que nous décrit Claude Lafleur. La 'modernité' l'a rattrapé au même titre que nous tous, si tant est que l'on puisse confondre modernité et industrialisation.

Ce document n'a pas la prétention de couvrir les aspects économiques ou techniques de la question porcine, il se situe dans une autre perspective à savoir la perspective sociale. Il n'a donc pas d'autre prétention que de jeter un coup d'œil différent sur la question, d'amener un certain équilibre dans le débat, et surtout de tenter de démontrer que, quel que soit le pays, un modèle de développement à grande échelle qui ne tiendrait plus compte de ses citoyens dans leur globalité, n'est pas un modèle viable pour la collectivité.

## II- Mise en contexte et synthèse du document

Voici retranscrits, les principaux propos retenus du discours de Claude Lafleur lors de la session du BAPE en date du 24 octobre 2002 (TRAN- 5). Sous chaque type de propos, figurent les questions que j'ai alors soulevées et transmises à mes interlocuteurs danois, ainsi que les constats abrégés de la situation, décrite par ces derniers.

### ➤ **Discours de C. Lafleur : positions des politiciens face à l'environnement**

324 à 327...*Les Danois, c'est des gens très sensibles à l'écologie. Ils ont des députés verts à l'assemblée nationale. Ils ont beaucoup d'éoliennes...Ils se promènent en bicyclette beaucoup. C'est un peuple qui est sensible à la question environnementale...*

#### **Questions soulevées auprès de mes interlocuteurs danois**

- Position du parti au pouvoir face à l'environnement et à la production porcine;
- Poids des Verts au sein du gouvernement danois;
- Position des électeurs;
- Régions du pays plus sensibles que d'autres.

#### **Constats faisant suite à l'enquête**

- il n'existe pas de Parti Vert au Danemark.
- Le parti social-démocrate a été remplacé il y a un an par le parti libéral Venstre; l'entente qui devait être signée sur le moratoire porcin, a sauté.
- Le nouveau parti élu favorise la production porcine industrielle et son augmentation, entretient des liens étroits avec les agriculteurs, favorise la prise de décisions locales, ce qui ouvre la porte à un développement anarchique puisque les preneurs de décisions locaux, souvent issus de la classe agricole, sont de mise avec les gros producteurs porcins.
- Émergence d'un large mouvement de contestation face à ces choix de production.

### ➤ **Discours de C. Lafleur : cohabitation avec la population**

332 à 339... *Le but du voyage, c'était pourquoi que les Danois acceptent ce genre de production-là. D'abord, ce sont des productions porcines, laitières aussi qui sont implantées depuis longtemps. Il y a une certaine habitude, lorsque ça fait longtemps qu'il y a de la production porcine, les gens ont appris peut-être, en tout cas ils sont plus tolérants aux productions animales. On a remarqué aussi un dialogue extrêmement ouvert entre les producteurs et la population...beaucoup de transparence et d'ouverture de la part des Danois producteurs...*

369...*Beaucoup de civisme et de discrétion de la part des producteurs danois...*

470 à 472... *peu de traitement technique mais beaucoup de bonnes pratiques agronomiques et de bonne cohabitation aussi avec la population...*

#### **Questions soulevées**

- Cohabitation harmonieuse avec les producteurs porcins;
- Dialogue installé entre les deux parties et respect mutuel;
- Médiatisation de la question.

#### **Constats faisant suite à l'enquête**

- Non seulement la cohabitation est-elle en loques mais le nombre de procès de citoyens aux producteurs s'accroît chaque jour davantage.
- Le dialogue n'existe pas; l'on assiste en revanche à une large médiatisation du problème sur la place publique, et à un durcissement du ton dans les débats.
- En attendant, les nouvelles porcheries s'installent partout, même aux abords des villages, et les industriels porcins s'empressent d'acquiescer de nouveaux permis de construction ou d'agrandissement, en prévision de jours qui s'annoncent moins cléments par rapport au modèle actuel.

➤ **Discours de C. Lafleur : consensus social, unité de message**

350 à 356...structure très centralisée au Danemark...pas dispersé comme on a...au Canada. C'est une coopérative...un syndicat ou deux...Alors, il y a une unité de message certainement de la part des producteurs agricoles. La population semble tolérante également parce que c'est important au niveau économique pour le Danemark, l'agriculture...401 à 402...Il y a beaucoup de complicité entre le syndicalisme, la coopération et le gouvernement...3449 à 3462 Intervention de Carmen Labelle citant Hans Muller :...au Danemark, c'est une société qui est très sociale démocrate, et tout le monde s'assoit ensemble et tout le monde décide ensemble. Alors, il n'y a personne qui aurait l'idée de faire quelque chose qui ne convient pas à la majorité...le respect est très important pour eux, de sorte qu'on a vu les règles d'épandage, puis tout ça, c'est important...quelqu'un qui aurait l'audace de faire des épandages ou de transgresser ces règles,...qui sont des règles de civisme...serait impensable de faire ça...

**Questions soulevées**

- Danemark social-démocrate et consensus social : impact sur la production porcine
- Contestataires du mode de production actuel.

**Constats faisant suite à l'enquête**

- Pas de consensus social mais au contraire une fracture sociale qui s'aggrave avec le temps. L'urgence de la situation contraint un plus grand nombre d'acteurs à s'organiser en s'engageant publiquement.
- Si jusqu'à maintenant les efforts pour contrer un tel mode de production étaient fragmentés, les opposants s'organisent : opposition des organismes environnementaux et de l'industrie du tourisme mais aussi d'un nombre croissant de citoyens qui n'en peuvent plus.
- Effectivement, il existe une grande complicité entre les instances agricoles et le gouvernement, complicité qui laisse peu de place à la démocratie et à la parole citoyenne!

➤ **Discours de C. Lafleur : taille des fermes**

365 à 367...Un autre phénomène important pour expliquer la tolérance aussi, la dimension des fermes. Ce sont des fermes familiales, difficiles à définir,... relativement petite aussi, avec des dimensions restreintes...398 à 400... La loi est sévère au Danemark. 500 unités animales par site, et le même exploitant ne peut être propriétaire de plus de trois sites. Jamais plus. C'est interdit par la loi... 474 à 477...Ils misent également - et ça, ça nous a intéressés hautement et vivement- sur l'agriculture dite démocratique: ferme familiale autonome, mise en marché collective, 95 % des abattages se font par des coopératives. Il y a de la participation des producteurs aux décisions et aux résultats économiques...

**Questions soulevées**

- Fermes de dimension familiale :définition;
- Taille limite des fermes et limite du nombre de fermes détenues par un propriétaire;
- Disparition des petites exploitations au profit des grandes qui les rachètent;
- Nombre de syndicats agricoles et poids respectif.

**Constats faisant suite à l'enquête**

- Plus de fermes familiales au Danemark mais holdings familiaux détenant des usines porcines. La loi décrétant le nombre maximal de fermes qu'un individu peut détenir, largement contournée, grâce à ce système de holding familial.
- La question du monopole des terres est celle qui préoccupe le plus les opposants : 1% de la population actuelle danoise détient 63% du territoire foncier
- 1970 : 200 000 fermes; aujourd'hui : 52 000. Projections 2010 : 35 000 fermes.



- Les associations agricoles en place (équivalent des syndicats agricoles québécois), viennent de fusionner. L'association pour les agriculteurs bio a cependant gardé son autonomie.

➤ **Discours de C. Lafleur : soutien de l'État**

486 à 490 ...*Le soutien est discret de l'État...pas des subventions directes mais ils en ont...parce que le traitement des eaux des abattoirs se fait par les municipalités et gratuitement. Ils ont reçu en cadeau...un abattoir complet de 125 M\$ de l'État,...pas des subventions directes parce qu'ils sont sur le marché d'exportation beaucoup...*

**Questions soulevées**

- Rôle de l'État du point de vue des subventions agricoles;
- Soutien aux grandes exploitations agricoles, soutien à l'agriculture bio;
- Accessibilité au métier d'agriculteur.

**Constats faisant suite à l'enquête**

- Il est pratiquement impossible de s'installer comme agriculteur si l'on ne provient pas d'une famille d'agriculteurs.
- L'agriculture bio est bien subventionnée par l'État danois. L'agriculture conventionnelle dépend des subventions européennes.
- Il va de soi que l'État favorise les grandes exploitations agricoles, orientées vers l'exportation.

➤ **Discours de C. Lafleur : droits de propriété du sol**

406 à 410...*La propriété du sol est obligatoire. Il n'y a pas de production sans sol au Danemark... En deçà de 250 unités animales,... environ 3 000 porcs,...le producteur doit détenir au moins 50 % de la terre en sa propre propriété; le reste, il peut le louer. Au-delà de 250, la propriété est obligatoire...* 411 à 416...*les Danois craignent beaucoup la mainmise de leur sol, de leur territoire par des multinationales...Un spéculateur ne peut pas acheter de terre au Danemark s'il n'est pas agriculteur...Et dès que vous achetez 30 hectares et plus, vous devez avoir...la carte verte...*

**Questions soulevées**

- Obligation de détenir les terres pour épandage du lisier;
- Phénomène de spéculation et d'achat de terres en ce sens;
- Accès des multinationales aux terres danoises.

**Constats faisant suite à l'enquête**

- L'on assiste à une forte spéculation des terres, aux fins d'épandage de lisier, le prix ayant triplé en quelques années pour certaines régions.
- La loi protège effectivement bien les terres danoises des multinationales; ceci dit, l'on assiste à une appropriation de terres par d'autres voies, par exemple, par des producteurs hollandais.

➤ **Discours de C. Lafleur : niveau de vie des agriculteurs**

479 à 484 ...*Il y a des revenus décents pour les agriculteurs. On s'interrogeait comment ça se fait qu'une ferme de 2 000, 2 500 porcs, 3 000 porcs, les producteurs, les familles peuvent vivre. Ils vivent en Europe en tout cas. On a demandé où ce qu'ils prenaient leurs vacances. En Europe, il y a une mentalité aussi de prendre des vacances quand on est en agriculture, ce qui n'est pas le cas chez nous. Ils vont faire du ski en montagne, mais pas au Danemark, évidemment ils n'en ont pas...* 2937 à 2940 ...*Ce qui nous a surpris beaucoup, c'est que des fermes familiales, petites, sans subvention directe „Ï mais il y a des subventions de système, on se comprend „Ï vivent bien. C'est ce qu'ils nous ont dit, en tout cas. Ils ont tous des Mercedes à la porte. Mais là-bas, c'est l'auto un peu normale, une GM...*

**Questions soulevées**

- Redistribution des profits aux agriculteurs par le biais des coopératives;
- Niveau de vie économique des agriculteurs et lesquels;

### **Constats faisant suite à l'enquête**

- Les agriculteurs vivent bien. Ceux qui en fait ont pu demeurer dans le système!

#### ➤ **Discours de C. Lafleur : problèmes d'odeurs**

375 à 382 ...*Ce qui est remarquable aussi, c'est que les fermes danoises sont extrêmement discrètes... discrètes et entourées d'arbres beaucoup, aussi. On protège le paysage... Et, jamais au Danemark, on n'a l'impression d'être à côté de 25 000 fermes de porcs. Jamais. Au niveau de l'ingénierie aussi, ils ont misé beaucoup sur les odeurs, la réduction des odeurs...434 à 439 ...Ils ont fait énormément d'efforts agronomiques pour aller chercher les éléments fertilisants du lisier. Évidemment, quand tu fais ça, les odeurs augmentent beaucoup. Alors, ce qu'ils ont fait..., ils se sont occupés énormément des odeurs. Le fait qu'il n'y ait pas beaucoup d'odeur, on ne sent pas d'odeur beaucoup autour des bâtiments lorsqu'ils épandent aussi, ça fait en sorte que la population est tolérante aussi...*

### **Questions soulevées**

- Problèmes d'odeur.

### **Constats faisant suite à l'enquête**

- La question des odeurs constitue le problème le plus criant : celles-ci, non seulement portent atteinte à la santé des citoyens, réduisent considérablement leur qualité de vie et leur liberté de vaquer dehors sans encombres, mais vont également jusqu'à réduire à zéro les biens immobiliers de villages entiers, et à condamner ainsi de nombreux citoyens à subir des conditions de vie lamentables.

#### ➤ **Discours de C. Lafleur : pollution de l'eau et des sols**

314 à 315...*Et, en termes de géographie, c'est un pays assez plat, qui n'a pas beaucoup de cours d'eau, pas beaucoup d'érosion de sol non plus. Il n'y a aucune montagne au Danemark...*

498 à 502...*Les normes sont sur le nitrate. Comme au Danemark, c'est sur le nitrate. La raison, au Danemark, le nitrate plutôt que le phosphore, c'est que le phosphore, s'il n'y a pas d'érosion de sol, ça reste. C'est comme un réservoir. Ça ne bouge pas beaucoup. Alors, ils n'ont jamais pensé beaucoup au phosphore. Mais c'est sur le nitrate parce que ça joue sur la santé...*

### **Questions soulevées**

- Problèmes d'érosion des sols liés à la production porcine;  
- Contamination des fjords et des cours d'eau (peu?) qui sillonnent le pays

### **Constats faisant suite à l'enquête**

- Le terrain est plat mais le phénomène du ruissellement entraîne le phosphore vers les fjords et les innombrables cours d'eau qui sillonnent le pays. Fjords et cours d'eau sont largement en voie d'eutrophisation.

#### ➤ **Discours de C. Lafleur : sources et type d'information recueillie**

305 à 307...*ce n'est pas une description technique, agronomique. C'est vraiment une analyse politique et sociale qu'on a faite au Danemark... 2742 à 2751... Les sources qu'on a, ...c'est des ententes de coopérative à coopérative. On a été là-bas, on s'est informé, on a parlé avec des gens, des producteurs. On n'a pas rencontré des comités de citoyens, c'est bien sûr. Ils ne sont pas venus nous voir et on n'a pas été les voir. Alors, c'est sûr que c'est de l'information stratégique qu'on a été chercher, ce n'est pas de l'information pointue: est-ce que vous avez des problèmes? Est-ce que les gens disent qu'ils sont malades à cause de la production porcine? On n'a pas ce genre d'information-là. Ce n'était pas notre mandat de faire ça, non plus. Vous comprenez qu'on allait voir la stratégie et non pas le pointu de ça...*

### **Constat faisant suite à l'enquête**

- Claude Lafleur parlait d'une analyse politique et sociale, alors que son groupe d'études n'a pas pris la peine de s'approvisionner à plusieurs sources d'information concernant le degré d'acceptation de la population danoise envers les choix de production porcine. Je n'appelle pas cela une analyse sociale mais

plutôt le bilan d'une rencontre auprès d'homologues défendant une vision similaire de développement.

➤ **Discours de C. Lafleur : choix de l'avenir pour le Québec**

588 à 590...*Alors, en conclusion, je me permettrai juste de dire à la Commission qu'il est important que le Québec, dans sa réflexion sur la production porcine, sur les préoccupations légitimes de la population aussi, de choisir la bonne stratégie. On a des propos contradictoires...2787 ...Le Danemark, évidemment, nous intéresse parce que c'est un pays d'exportation...2798 à 2800 ...C'est stratégique. On est conscient que pour continuer la production porcine, il va falloir changer des choses parce qu'il n'y a pas d'acceptation sociale. Alors, si les producteurs ne nous donnent pas d'indication là-dessus, on s'en va vers un mur...*

**Questions soulevées**

- Alternatives et solutions proposées par les opposants du mode de production porcine industrielle.

**Constats faisant suite à l'enquête**

- Appel à l'instauration de ce moratoire presque obtenu lors du gouvernement précédent et à la reconsidération du choix des orientations en matière de production porcine. Appel à une révision des structures décisionnelles agricoles en place, à une révision de la juridiction pour une meilleure protection du citoyen, à une réorientation de l'utilisation du territoire, qui soit multi-fonctionnelle et accessible à tous. Appel à des améliorations technologiques.

### **III- PROCÉDURE DE RECUEIL DES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

Voici le détail de la procédure :

pour faire suite à ces propos, une série de questions a été envoyée par courriel auprès des personnes suivantes :

Fondateurs de Gylleramt (association de défense des citoyens, éprouvant des problèmes de co-voisinage avec les industries porcines)

- Knud Haugmark
- Kurt V. Pedersen

Danmarks Naturfredningsforening (Danish society for conservation of nature)

- Susanne Ogstrup
- Rikke Lundsgaard

NOAH (Friends of the Earth Danemark)

- Bo Normander

Journaliste free-lance

- Kjeld Hansen

Les réponses ont été reçues par courriel pour la moitié d'entre elles. Les autres ont été compilées à partir d'entretiens téléphoniques. De plus, un certain nombre de documents (coupures de journaux, cartes, etc.) m'ont été envoyés et ont été traduits par deux personnes : Borge Groenvold Pedersen, ingénieur chimiste; Anne Risborg-Madsen, professeur de danois langue seconde pour immigrants.

### **IV- SYNTHÈSE DES RÉPONSES RECUEILLIES**

La synthèse des réponses recueillies repose sur les propos des individus contactés mais elle a aussi été complétée par quelques articles de journaux parus dans le grand quotidien *Politiken* au Danemark, une dépêche du Deutsche Presse Agentur (DPA) et plusieurs autres documents. La liste se trouve en annexes. Du fait du peu de temps dont je disposais, plusieurs dimensions ont été survolées plus rapidement que je ne l'aurais souhaité. Il faut rappeler également une autre difficulté rencontrée à savoir celle de l'accès aux sites traitant de la question puisqu'ils sont pour la plupart en danois.

Quoiqu'il en soit, l'information apportée ici devrait suffire à lever le voile sur les illusions de certains. Car le discours de mes interlocuteurs et leurs prises de position traduisent un profond malaise social sur la question.

#### **IV.1- Bloc de questions : opposition à un tel mode de production porcine**

⇒ On parle du Danemark comme d'une société social-démocrate et de ce fait d'une société dans laquelle il y a consensus social, où tous s'assoient et décident ensemble. Qu'en est-il réellement pour la production porcine?

⇒ Qui s'organise pour contester le mode de production actuel?

Position du  
gouvernement actuel

Le Danemark n'est plus une société social-démocrate; le parti libéral **Venstre** tout juste élu au pouvoir est plus conservateur dans ses prises de positions et ses orientations agricoles que le parti conservateur lui-même. Et le parti conservateur qui lui, comme dans bien des pays, jusqu'à récemment, ramassait les votes des exploitants agricoles, n'a plus que ses yeux pour pleurer. Les exploitants agricoles votent allègrement pour un gouvernement qui favorise une production industrielle axée vers l'exportation, et qui ne s'encombre pas d'une éthique environnementale ou sociale (du moins pas plus que la rectitude politique requise). Kjeld Hansen s'exclame : « *forget about that nonsense! Here money talks like everywhere else, and the problem is money!* ». Le Danemark est l'un des plus importants producteurs porcins dans le monde; dans ce contexte, dès lors qu'il s'agit de discussions sur d'éventuelles coupes de production, l'industrie joue la carte du principal « *foreign exchange earner* » et la classe politique entérine cette position. Il semble que l'Union Européenne favorise également cette politique de forte exportation.

Plusieurs acteurs s'organisent peu à peu pour contrer les orientations en matière de production porcine. Certains acteurs sont sur la scène depuis une trentaine d'années. Leur vocation environnementale est plus large que les questions agricoles. Mais l'urgence de la situation au Danemark oblige les organisations à prendre position publiquement et à poser des gestes qui les impliquent plus spécifiquement. C'est ainsi que l'organisation **Noah**, née en 1969, a décidé de prendre en considération l'ampleur du nombre de plaintes qui s'accroissent contre l'industrie porcine depuis deux ans et d'en mener certaines jusqu'aux tribunaux. Bo Normander souligne la complexité de l'acheminement de ces plaintes, dénonçant un processus kafkaïen et qui ferait plutôt office de cul-de-sac. L'État, s'étant tout d'abord délesté de ses responsabilités de gardien de la loi en la matière, en favorisant des prises de décisions locales, a tout de même nommé une **commission permanente sur l'environnement**, chargée de recueillir l'ensemble des plaintes relatives à des problèmes environnementaux. Les plaintes sont donc acheminées jusqu'à cette commission et traitées localement. Jusqu'à maintenant, **Noah** a perdu presque toutes les causes qu'il soutenait en regard à l'industrie porcine. Bo Normander accuse le manque de sérieux de l'État envers son devoir de faire respecter la réglementation; ainsi dit-il, la loi nationale s'en trouve affaiblie alors que les autorités locales peuvent peser de tout leur poids dans la balance. Dans un tel contexte, les associations comme **Noah** se sentent

Opposition  
NOAH

Processus  
d'acheminement  
des plaintes

impuissantes à être correctement entendues. Car, explique Bo Normander, les autorités locales n'ont bien souvent pas les mains libres, du fait des jeux politiques locaux. Il évoque à titre d'exemple l'une de ces causes qui concernait l'un des producteurs agricoles les plus puissants de l'association agricole, un dénommé Lo Aenzen. Selon Bo, le maire a eu peur des conséquences possibles en s'attaquant à un si gros bonnet et s'est rétracté dans ses accusations, lors du procès. L'histoire s'est donc terminée par un non-lieu.

#### Opposition

D'autres organismes se retrouvent également au front tels le **Danmarks Naturfredningsforening** (Danish society for conservation of nature) et le **Danmarks Naturfredningsforening** (Danish Nature Council), acceptant la réception des plaintes de citoyens excédés par la situation.

Danmarks  
Naturfredningsforening  
Danish Nature Council

La toute jeune association **Gylleramt** a vu le jour au cours de l'automne 2002. Elle est la volonté manifestée de quatre personnes ayant été aux prises avec ces fameux problèmes de cohabitation, qui ont mené leur cas en cour de justice et ont perdu leur cause. Depuis la naissance de son site Web en novembre 2002, l'association est submergée d'appels et de demandes d'aide, à un point tel qu'un des quatre fondateurs en aurait rendu son tablier d'épuisement. Knud Haugmark, mentionne également plusieurs appels téléphoniques faits auprès des membres fondateurs, leur intimant l'ordre de retirer immédiatement leur site de la toile, sans quoi on les menaçait de remplir leur maison de lisier. L'histoire pourrait prêter à rire s'il n'y avait ce contexte actuel de confrontation; en fait, elle donne plutôt froid dans le dos. En novembre dernier, après quelques semaines d'existence, l'association atteignait 60 membres; en janvier 2003, ils étaient 105 membres. Si l'on pense à la spécificité du mandat de l'association, l'on peut considérer que ce nombre de membres est important. À travers l'existence de son site Web, l'association tient à exposer au grand jour, le plus grand nombre de litiges sur la question, afin, dit Knud Haugmark, d'augmenter la pression sur les autorités et sur les producteurs porcins, lorsqu'il y a projet de nouvelle installation d'un complexe industriel porcine ou agrandissement d'une production déjà existante. Il évoque un certain ras-le-bol des politiciens qui ont chaque jour à gérer un nombre croissant de dossiers relatifs à ce type de problèmes et qui ne veulent plus en entendre parler. L'association renforce également ses liens avec certains élus sensibles à la situation, de façon à pouvoir agir sur la législation en vigueur. Selon Knud, certains producteurs porcins leur seraient plutôt favorables mais ils sont très minoritaires et surtout, ils restent dans l'ombre pour ne pas être décriés et mis au ban par leurs pairs : « *farmers do not criticize other farmers* », c'est la loi du milieu, explique Knud. Une dépêche du *Deutsche Presse Agentur* en date du 2 décembre 2002 et présentant l'association aux lecteurs allemands, relate plusieurs témoignages cités sur le site de **Gylleramt**. Le premier concerne un petit restaurant « *Marchandes de poisson* » qui s'est trouvé enclavé au milieu d'une mer de lisier : « *tous les mois d'Août, nous sommes témoins de ces arbres fruitiers qui meurent subitement et qui ne porteront jamais plus de*

#### Opposition

Gylleramt

*fruits. Et c'est sans parler de nous, qui ne sommes même plus capables de cuisiner décentement, tellement ces puanteurs de mort et de médicaments nous étourdissent, pénètrent partout et dévastent tout!*". Un autre infortuné fait part de ces lois qui sont passées avec force batailles, sur l'interdiction d'utiliser de l'hydroxyde d'ammonium dans les travaux ménagers, et de l'incongruité de la situation qu'il doit subir quotidiennement, celle des dangers explicites pour la santé, causés par l'ammoniaque qui se dégage des excréments et de l'urine des porcs!

Knud Haugmark insiste également sur le fait que l'industrie porcine est fortement soutenue par les autorités locales en place et que personne de ce fait ne remplit plus le rôle de gardien de la loi : « *local authorities do not describe the environmental effects correctly* » .

En fait, comme le souligne Kurt Pedersen, autre membre fondateur de **Gylleramt**, les individus sont le plus souvent démunis : « *l'agriculteur dispose de ses propres organisations...pour de l'aide professionnelle et juridique...Les individus vivant près de porcheries, qui ne savent pas évaluer les conséquences de demandes d'extension des producteurs porcins, des résolutions des autorités en place, ou qui encore ne savent pas argumenter de façon précise et professionnelle vis-à-vis des dites autorités, se retrouvent en principe sans droits. Ils verront ainsi leur qualité de vie partir en lambeaux et leur propriété immobilière perdre de sa valeur* ». <sup>2</sup>

#### Opposition

Kjeld Hansen

**Kjeld Hansen** est un autre acteur qui s'applique à dénoncer la situation actuelle. Son statut de journaliste lui assure un droit de parole privilégié, mais il a également créé le site **Gylleinfo**, destiné à dresser un portrait de la situation actuelle et à diffuser les témoignages des citoyens.

#### Opposition

offices du tourisme

Enfin, **les offices du tourisme danois** manifestent également de plus en plus ouvertement leur scepticisme devant une production industrielle faisant fi des richesses naturelles et de l'importance de l'environnement, à la fois par sa piètre gestion, à la fois par sa volonté de croissance annuelle de 2%, et qui selon eux, est contre-productive, dès lors qu'il s'agit d'attirer les touristes au pays.

---

<sup>2</sup> Dépêche de presse du 07.11.02 - Kurt Pedersen - Gylleramt

#### IV.2- Bloc de questions : la cohabitation

⇒ Les citoyens cohabitent-ils en harmonie avec les producteurs porcins?

⇒ Le dialogue est-il installé entre les deux parties, chacun comprenant bien la position de l'autre et la respectant?

⇒ La question fait-elle la manchette (journaux, télévision, etc.)?

La cohabitation est très mauvaise en milieu rural, en fait dans toutes les petites villes et les villages, puisque les producteurs agrandissent leur territoire de production jusqu'aux abords des lieux d'habitation, ce, quelle qu'en soit la densité. Kjeld Hansen mentionne pas moins de 40 procès actuellement en cours sur la question. Sans parler de tous ceux qui, dit-il, se mordent la langue! Il est certain que les habitants des milieux ruraux seront plus sensibles à cette question que les habitants des villes puisqu'ils sont plus directement touchés, notamment du fait d'une chute draconienne des valeurs immobilières : « *real estate prices are plummeting in the neighbourhoods of expanding hog industry facilities* » (Kjeld Hansen). Bien sûr, la situation prévaut sans qu'il n'y ait aucune compensation financière de la part de l'État ou de l'industrie porcine; les plaintes sont nulles et non avenues. C'est ainsi que l'on rencontre de plus en plus fréquemment des cas de familles qui sont prisonnières de leur lieu d'habitation puisque la valeur immobilière est presque tombée à zéro, et qui doivent donc subir la situation sans pouvoir même déménager!

Chute des valeurs immobilières

Familles prisonnières de leurs lieux d'habitation

Selon Bo Normander, la proportion de danois touchés serait d'environ 20% de la population totale du pays, soit environ 20% qui vivent en milieu rural.

Quant à ce fameux dialogue mythique cité par Claude Lafleur, il semble qu'il ait frappé à des portes très différentes des miennes car selon tous ceux que j'ai eu au bout du fil ou du courriel, pour le moment il y aurait plutôt sérieuse confrontation que dialogue. La question de la production porcine industrielle défraie la chronique quotidienne, à preuve la quantité d'articles dans les journaux, de reportages à la télévision, ou à la radio, les prises de position des politiciens qui se sentent dans l'obligation de prendre parti : « *every second day you have a story from the pig industry in the medias - newspapers, broadcast, TV, etc.-* » (Kjeld Hansen).

Médiatisation de la crise

Toujours selon Bo Normander, chaque fois maintenant qu'un exploitant veut démarrer une production porcine, les plaintes affluent avant même qu'il n'ait entrepris quoi que ce soit. Ces plaintes sont reçues par le **Naturfredningsforening, Gylleramt, Noah, etc.** Elles ont trait à la panoplie de problèmes soulevés pas la cohabitation avec l'industrie porcine : odeurs pestilentielles; pollution des eaux de surface; chute des valeurs immobilières; problèmes de santé, etc.



Comme le rappelle Rikke Lundsgaard (Danish Society for Conservation of Nature), « *Denmark is a small country and there are basically no areas where farms have no neighbours. Property prices in areas with huge pig production are affected adversely and the dialogue is poor* »

Illusion de dialogue

Il va de soi que les associations agricoles préfèrent exposer en vitrine cette image d'un paisible dialogue mais il semble que ce ne soit qu'une technique de diversion pour ne pas étaler à l'étranger des problèmes qui deviennent plutôt gênants! Knud Haugmark évoque une invitation à laquelle **Gylleramt** a répondu, celle de rencontrer les hautes huiles de l'industrie porcine (*top leaders in hog industry*). Cette rencontre a très probablement été considérée comme un « dialogue » par les industriels. Selon Knud, les gros producteurs entendent ainsi se prévaloir d'une bonne image et éviter les ennuis juridiques, en amadouant les opposants qui s'organisent peu à peu.

Double casquette des élus locaux

Kjeld Hansen rapporte que la loi et les autorités locales sont pour le moment du côté des producteurs car : « *old traditional values and efficient political networking are responsible for this* ». En fait, un maire élu sur cinq, provient d'un milieu agricole ou mieux encore, détient un passé de producteur, ce qui expliquerait la force de ces liens.

Croissance de la production porcine

Kjeld rappelle qu'en dix ans le Danemark est passé de la production annuelle de 16 millions de porcs à 25 millions de porcs, et que l'industrie manifeste un objectif de croissance annuelle de 2%. En parallèle, la population se fait de plus en plus réticente à accepter un mode de production qui bafoue ses droits fondamentaux, à savoir un accès décent à l'air, à l'eau et à la propriété. Il semble que les agriculteurs pensent pouvoir arriver avec des solutions propres, sans remettre en cause leur mode de production industrielle (taille des exploitations), avant que la situation ne devienne totalement explosive.

En attendant, les demandes d'extension des exploitations se multiplient; une récente étude menée dans les 14 cantons du pays révèle que pour 400 demandes enregistrées en l'an 2000, on en comptait 2 400 en 2002. La crainte d'un durcissement des réglementations et le mauvais climat social qui règne autour de la question, expliqueraient cette hausse fiévreuse des demandes. Car pour le moment, presque toutes les demandes sont satisfaites, quelle qu'en soit leur importance. Les producteurs gardent donc leur permis d'extension en poche, en prévision de jours moins cléments pour leurs projets d'extension.<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> *Svine-farme vil udvide (Les exploitations porcines s'étendent)* - Michael Rothenborg, Politikensondag, Danemark, 22.12.02

#### IV.3- Bloc de questions : positions politiques

- ⇒ Quelle est la position défendue par le parti au pouvoir (parti Venstre), face à l'environnement? Face à la production porcine de masse?
- ⇒ Quel est le poids des *Verts* au sein du gouvernement danois?
- ⇒ Comment se situent les électeurs? Sont-ils indifférents à la question?
- ⇒ Si non, y a-t-il des régions du pays plus sensibles que les autres?
- ⇒ Quel est le rôle de l'État du point de vue des subventions agricoles?
- ⇒ Favorise-t-il les grandes exploitations agricoles?

Nature des liens entre le parti au pouvoir et les agriculteurs

Le parti social-démocrate a effectivement régné 10 ans sur le pays mais il fait désormais partie du passé. Le parti libéral *Venstre* a été élu au gouvernement il y a près d'un an. Comme je le mentionne précédemment, il est devenu le parti auquel la majorité des agriculteurs conventionnels adhère. Du fait des liens étroits qu'il entretient avec le milieu agricole, ses orientations en matière agricole, seront donc celles choisies par les instances agricoles dominantes. Son premier ministre, Hans Christian Schmidt, entretient d'excellents rapports avec les agriculteurs puisque ces derniers constituent son électorat de première ligne.

Entente avortée d'un moratoire

Bo Normander déplore le concours de circonstances qui a ralenti la clôture d'ententes entre le gouvernement précédent, l'industrie porcine et les environnementalistes. Un moratoire sur l'industrie porcine était alors demandé par trois associations à savoir : **Noah, Danish Nature Council**, et le **Danmarks Naturfredningsforening** et il couvrait à la fois les projets d'expansion des fermes existantes, et les projets de nouvelles exploitations. Le tout, jusqu'à ce que d'un commun accord, les partenaires en arrivent à dessiner les reliefs d'une réelle stratégie de développement en la matière. Les accords du moratoire allaient tout juste être signés, lorsque les élections ont eu lieu. Il va sans dire que le parti *Venstre* a relégué les dits accords aux oubliettes et pris la voie contraire! Et comme le rappelle Kjeld Hansen, les coûts environnementaux ne sont certainement pas déduits des calculs des bénéfices globaux.

Nombre de porcs danois

1990	16 millions
2000	23 millions
2010	35 millions?

Aujourd'hui, non seulement le parti au pouvoir encourage-t-il la production porcine de type industriel mais il vise un accroissement de la production actuelle qui atteindra 35 millions de têtes (versus 25 millions en 2002). Le tout d'ici 10 ans. La production s'accroît en ce moment de 2% par année et le parti tente d'accélérer cet accroissement annuel.

Une production vouée à l'exportation

Kjeld Hansen rappelle également qu'à l'heure actuelle, le pays exporte plus de 80% de sa production porcine. Knud Haugmark (**Gylleramt**) évoque lui aussi cette volonté d'une production destinée à l'exportation, que l'État défend en arguant du fait qu'elle est positive pour la société danoise puisqu'elle représente 6% des revenus de l'exportation danoise totale. Il semble qu'il y ait glissement de sens ici, et que l'état amalgame

un peu trop rapidement revenu économique global et bien-être d'une société!

Émergence  
d'un mouvement  
populaire  
de contestation

Selon mes interlocuteurs, jusqu'à maintenant les plaintes étaient surtout des histoires locales et l'information n'était pas diffusée à l'échelle du pays. Il y a cependant depuis deux ans, émergence d'un mouvement de contestation envers cette politique agricole, mouvement qui prend rapidement de l'ampleur et qui s'organise. : « *we are not very organised. Protests are more local. But more and more people get angry. ...there are a lot of articles and the subject is very often covered now with TV and radios* » (Bo Normander). Kjeld Hansen parle de momentum. Bo Normander espère beaucoup de l'année à venir. Des citoyens mais également des élus et des partis politiques sont amenés à prendre position sur la question. Car « *the hog industry is affecting more and more people* » (Kjeld Hansen). Les débats les plus chauds ont lieu dans la région du Jutland puisque le nombre de porcs y a largement dépassé le nombre d'habitants, atteignant une proportion de 15 porcs par habitant<sup>4</sup>.

Pouvoir  
disproportionné  
des élus locaux

Toujours selon Bo Normander, l'actuel ministère de l'environnement encourage les décisions liées à la production sur un plan local, par le biais des maires. Cette prise de position suscite toutes sortes d'excès car les élus locaux pensent avoir plus à gagner en permettant l'accès aux industries agricoles et en créant ainsi des emplois. La législation existe sur le plan national, elle était suivie du temps du parti social-démocrate. Puisque le gouvernement actuel favorise les décisions locales, il n'y a plus aucune cohérence dans la distribution de l'industrie porcine au pays. Comme je le mentionnais plus haut, les autorités centrales ont tout simplement délégué leur pouvoir en la matière.

Où ça  
des 'Verts'?

Quant au supposé Parti des Verts, en fait il n'en existe aucun au Danemark. Claude Lafleur a peut-être confondu avec l'Allemagne et amalgamé ses visions champêtres de ballades à vélo avec le parti Vert allemand *Die Grünne*. Tous mes interlocuteurs ont été très surpris par la question et déploré un grand absent malgré les dix partis politiques qui existent au pays.

Subventions

Le gouvernement danois ne subventionne pas directement l'industrie porcine : les producteurs porcins reçoivent leurs subventions directement de l'Union Européenne, celles-ci s'élevant à 300 dollars US par hectare et par année. Ceci avantage bien évidemment les plus gros! En plus de cette subvention accordée à l'ensemble des exploitants agricoles, les producteurs porcins reçoivent des subventions à l'exportation ainsi que des subventions pour stockage de leur viande, lorsque les prix chutent trop bas. Le système des subventions est très complexe, Knud Haugmark rappelle qu'il existe près de 200 lois s'y rattachant au Danemark.

---

<sup>4</sup> Voir la carte en page 3 du document

#### **IV.4- Bloc de questions : taille des fermes; droit d'exploitation alternative**

⇒ On dit ici que vos fermes sont de dimension familiale. En fait, quelles définitions avez-vous des tailles des fermes? (ex. nb d'unités animales ou d'animaux dans une année...)

⇒ Est-il vrai que les fermiers ne peuvent détenir plus de trois fermes? La taille alors est-elle limitée?

⇒ Est-il vrai qu'ils sont tenus de posséder les terres nécessaires à l'épandage de leur lisier? Mais alors y a-t-il phénomène de spéculation et d'achat de terres en ce sens?

⇒ Est-il difficile de s'installer comme agriculteur bio?

⇒ Est-il difficile de s'installer comme jeune agriculteur quand on n'hérite pas de la terre?

Spéculation foncière  
pour épandage  
du lisier

Selon Knud Haugmark (**Gylleramt**), certains endroits hébergent un nombre tel de porcs, qu'il n'y plus de place pour assurer l'épandage du lisier<sup>5</sup>; dans ces lieux, le prix des terres a triplé en très peu d'années. En principe, la règle est la suivante : pour 36 porcs produits annuellement, il faut détenir 1 hectare de terre louée ou achetée, ce qui équivaut à 140 kilos annuels de nitrates. Cette loi existe en principe pour protéger l'environnement de la quantité extravagante de lisier qui sort de la ferme. On établit la comparaison suivante : pour une année donnée, la quantité de lisier et de fumier de vache amassés équivalent aux déchets de toilette de 80 millions d'êtres humains par année. Comme dit Kjeld : « *to put this into perspective, you may imagine all people of Germany sitting in the fields of Denmark and doing their thing...!* ». Cette surenchère des terres conduit à des situations litigieuses telle par exemple cette histoire de deux producteurs différents qui prétendent avoir procédé à l'épandage de leur lisier...sur la même terre louée! La terre devient donc denrée rare. Kjeld Hansen abonde dans ce sens : « *this has led to prices on land skyrocketing for the last 10 years* ». Aujourd'hui, les prix d'un hectare de terre arable varient entre 8 000 et 25 000 dollars US. Bo Normander évoque lui aussi, le problème de la spéculation en citant entre autres, l'exemple des voisins qui vendent leur terre au producteur le plus offrant. Je me permets de rappeler également le témoignage de Anne Risborg-Madsen (Le Devoir, 22 novembre 2002)<sup>6</sup>, lorsqu'elle raconte comment le maire de sa petite commune a vendu les terres entourant le village à des producteurs porcins venus de plus loin, pour des fins d'épandage, au lieu de favoriser des gens du coin!

Loi sur l'Agriculture

Selon Kjeld Hansen, il est vrai que la *Loi sur l'Agriculture* a toujours favorisé les fermes détenues par les familles. Plus de 90% des fermes et des terres sont des propriétés familiales. Selon la *Loi sur l'Agriculture*, une personne ou une entité juridique ne peut acheter ou posséder plus

<sup>5</sup> La densité de porcs à l'hectare par région, peut être visualisée sur la carte de la page 3 du document

<sup>6</sup> Voir en annexe 2

**Holding familial**  
et non pas  
ferme familiale

de 3 fermes ou encore pas plus d'un total de 375 hectares. Mais le fermier comme individu s'approprie de plus en plus de terres puisqu'il accroît son nombre d'animaux et qu'il doit de ce fait, posséder le nombre d'hectares requis par tête de bétail. La question du nombre de fermes détenues par personne devient alors caduque puisque les fermiers ont pour usage de distribuer juridiquement les fermes parmi les membres de la famille : « *nobody can deny you the right to till the soil for your relatives. Your father, mother, wife, brothers, and so on...* » (Kjeld Hansen). De plus, les producteurs peuvent fusionner deux fermes en une seule unité juridique et augmenter dans les faits, leur quantité de fermes possédées. Pour compléter le tableau, Kjeld rapporte une pratique devenue courante pour les autorités locales et consistant à exempter certains individus de ces règles contraignantes sur les droits de propriété. Knud Haugmark conclut ainsi : « *they can get around it in many ways and have as many pigs as they want if they want it. Even close to villages and even inside them. Administration is very sloppy and the rules have many holes* ». En dernier lieu et pour écarter cette image obsolète de ferme familiale, Bo Normander fait remarquer que la notion de ferme familiale n'est absolument plus en usage au Danemark. Il comprend le fait que vu de l'extérieur, le Danemark puisse paraître un pays champêtre, mais cette image d'un pays émaillé ça et là de petites fermes plantées harmonieusement au beau milieu d'une campagne riche et diversifiée, n'est plus qu'une image d'Épinal défraîchie. Car, rappelle-t-il, « *our farms now are industries, especially the pig farmers and dairy farmers. And the farms are on the model of producing one kind of production...* ». D'ailleurs, c'est ainsi que l'on nomme officiellement les fermes : des « family holdings »<sup>7</sup>.

**Lois pour**  
**être reconnu fermier**

- \* Détenir un diplôme
- \* Habiter les lieux

**Habiter les lieux :**  
**une loi 'à la carte'**

Pour pouvoir acheter une ferme de plus de trente hectares, il faut effectivement obtenir un diplôme de l'école d'Agriculture. De plus, celui qui détient une ferme doit y vivre de façon permanente. La loi est ainsi écrite pour empêcher, du moins en théorie, une concentration des terres aux mains d'un même propriétaire. Elle empêche également ceux qui le voudraient, d'exercer le métier d'agriculteur à temps partiel et de compléter avec un autre métier. C'est ainsi que cette obligation d'habiter les lieux est vécue, par ces derniers individus, comme une voie ouverte pour que les fermiers à temps complet puissent détenir le monopole des terres. Dans les faits, de nombreuses grandes terres exploitées ne sont pas habitées. Kjeld Hansen cite le cas d'une terre de 1000 hectares, Filsø Gods dans la région du Jutland ouest, dont le propriétaire a toujours habité Struer, petite ville située à 50 km de là. Pourtant, cette loi de devoir demeurer sur place est évoquée avec force, dès lors qu'il s'agit de s'attaquer à de nouveaux futurs propriétaires qui ne font pas partie de la bienfaisante confrérie des barons du lisier, et surtout, qui n'entendent pas exploiter les terres de la même façon! Kjeld Hansen mentionne tous ces contrats considérés comme nuls et non avenue « *lorsque ce sont des « non-fermiers » qui tentent d'acheter,*

<sup>7</sup> *The Danish pigmeat industry* - Danske Slagterier (abattoirs danois) [www.danskeslagterier.dk](http://www.danskeslagterier.dk)

*ne serait-ce qu'une seule propriété foncière de grande taille....et lorsque les associations agricoles décident de s'en tenir fermement à cette obligation de demeurer sur place* ». Un exemple cité par Kjeld est celui de ce bienfaiteur de la région de Frederiksborg Amt (Seeland du nord) qui, ayant racheté un espace naturel dans lequel avait figuré un petit lac maintenant asséché, entendait faire revivre cet espace et en faire cadeau à la collectivité. Le projet a avorté, du fait du veto imposé par les représentants des associations agricoles du district.

#### Production bio

À la question de savoir s'il était difficile de s'installer comme agriculteur bio, Kjeld répond par la négative; lui-même et sa femme cultivent bio, tout en exerçant leur principale profession respective. Pour recevoir l'agrément, il ne faut posséder qu'un demi-hectare. Il faut bien sûr prouver que l'on n'utilise ni pesticides ni engrais chimiques. À partir de là, l'on est déclaré producteur bio. Mais on parle ici de production personnelle. Quant aux producteurs à temps complet déclarés bio, ils reçoivent lors de leur installation, deux fois plus de subventions que les agriculteurs conventionnels. Après quelques années les subventions au producteur bio chutent de moitié et l'on assiste parfois à des revirements soudains du bio vers le conventionnel. Cependant, le Danemark est, après l'Autriche, le chef de file en Europe pour la production du bio.<sup>8</sup>

#### Jeune agriculteur hors-milieu

En revanche, pour le jeune agriculteur qui veut s'installer, la chose est pratiquement impossible s'il n'est pas issu d'un milieu agricole et n'a pas reçu de terre en héritage. De toutes façons fait remarquer Bo Normander, les jeunes ne sont pas attirés par le modèle actuel puisqu'à moins de provenir d'une famille d'agriculteurs, ils ne peuvent que crever de faim.

#### Monopole des terres

La question du monopole des terres est l'une de celles qui préoccupent le plus les opposants du modèle actuel. Kjeld Hansen<sup>9</sup> rappelle qu'au Danemark , c'est 1% de la population qui détient 63% du territoire foncier. Pourtant dit-il, droit de propriété foncière, libéralisation des terres, et démocratie, ne sont-ils pas liés, dès lors qu'il s'agit de juger la gouvernance d'un des nombreux pays du Tiers-Monde où la main mise sur le foncier est chose de la classe dirigeante? Et pourquoi cette même logique ne s'applique-t-elle donc pas ici? Bien au contraire, cette concentration de la superficie foncière aux mains d'un plus petit nombre va en s'accroissant; le 1% de la population actuelle soit 52 000 propriétaires fonciers, se sera réduit comme peau de chagrin à 37 000 propriétaires d'ici 2010<sup>10</sup>. Ce nombre se trouve encore réduit lorsque l'on ne parle que des propriétaires détenant plus de 100 hectares, soit

---

<sup>8</sup> *Sustainable Agricultural Polic* - Noah, Friends of the Earth Denmark, 21.10.02 -M. Bønneland, P. Hagedorn-Rasmussen, B. Normander et B. Hesselund Andersen.

<sup>9</sup> *Les barons du lisier* – Kjeld Hansen- Politiken, 16 décembre 2002 (Danemark) – Voir en annexe 6.

<sup>10</sup> Les chiffres cités dans l'article de Kjeld Hansen, sont tirés des *Prévisions agro-économiques 2002* publiées par le Nyt fra Danmarks Statistik (Bureau national de la statistique) no 80, 21.02.03 .

13 500 individus. D'où l'appellation de plus en plus courante pour désigner les producteurs porcins de *Barons du Lisier* .

En plus de la *Loi sur l'Agriculture* et des *associations agricoles*, il y a les puissantes **commissions agricoles** dont la composition selon Kjeld, reflète l'organisation des rapports sociaux du Danemark des années vingt, soit un Danemark à vocation presque totalement agricole. Ces *commissions agricoles* sont composées en fait de représentants locaux des associations agricoles ainsi que de conseillers juridiques. Elles ne comprennent ni les industriels locaux, ni les planificateurs régionaux, ni les politiciens. Elles sont tenues à huis clos et « *maintiennent ainsi le monopole du droit des terres* ». Ces commissions agricoles ont pour vocation le respect de la *Loi sur l'Agriculture*. Mais encore une fois, la loi est fréquemment contournée. Ainsi, en 1997, « *...le Fødevarministeriet<sup>11</sup> a été en mesure de diffuser une liste signalant 1 264 exploitations agricoles, soupçonnées d'enfreindre les paragraphes de la Loi sur l'agriculture, relatifs au plafonnement du nombre de propriétés qu'il est possible de posséder, ainsi que de la superficie totale en hectares, détenue par chaque propriétaire. Parmi les noms inscrits sur la liste, se trouvaient plusieurs politiciens, également gros producteurs agricoles...* »<sup>12</sup>. Le gouvernement a tout simplement modifié alors la fameuse *Loi sur l'Agriculture*, avec effet rétroactif, ce, de façon à légaliser toutes ces infractions. Une autre liste a été produite en 2001, faisant état de 238 exploitations agricoles considérées illégales. On en est donc toujours au même point, avec un seul changement; le recul des limites de protection imparties par la *Loi de l'Agriculture*. Bo Normander dénonce le même processus de protection des élites : « *there are cases of farmers, politicians and even police officers covering up when someone discovers illegal procedures. Noah is focusing on both local incidents and on improving the national farming policy* »<sup>13</sup>.

Monopole  
et impact  
environnemental

Il est évident qu'une telle appropriation du territoire, de surcroît impliquant un mode de production extrêmement agressif, accélérera la destruction des espaces naturels du pays, « *vidant des paysages entiers de leur faune et de leurs habitats respectifs* ». Kjeld parle de « *déserts biologiques* », quel superbe concept pour illustrer la triste réalité d'un Danemark vidé de ses points d'eau, de ses bocages, de ses chemins ruraux! Pourtant la Communauté européenne se prépare à imposer ses normes en matière d'éco-conditionnalité<sup>14</sup>. En France, les bocages font leur réapparition depuis peu, certainement pas pour des raisons esthétiques ou poétiques mais bel et bien pour des questions d'ordre pratique, essentiellement liées aux problèmes d'érosion!

---

<sup>11</sup> Ministère de l'agroalimentaire

<sup>12</sup> *Les barons du lisier* – Kjeld Hansen- Politiken, 16 décembre 2002 (Danemark) – Voir en annexe 6.

<sup>13</sup> *Something rotten in the state of pigs* - Bo Normander, *Friends of the Earth Europe*

<sup>14</sup> *L'union européenne se lance dans l'agriculture durable* – Louis-Gilles Francoeur- Le Devoir, 23.01.03

## Arguments d'autosuffisance alimentaire

### Taux d'autosuffisance 2000

Grèce	40%
Angleterre	64%
Portugal	64%
Italie	66%
Allemagne	87%
Suède	89%
Autriche	99%
Finlande	102%
France	106%
Espagne	114%
Irlande	166%
Belgique/Luxemb.	225%
Hollande	256%
<b>Danemark</b>	<b>489%</b>

**Source** : "A high-performance pigmeat industry with an environmental impact"  
Claude Vidal- Statistics in focus- Agriculture and Fisheries-Eurostat -EEC 19.12..2002

En dernier lieu, il faut signaler cet argument central qui justifie l'appropriation des terres par une minorité et qui serait celui de l'assurance d'une production suffisante pour les besoins alimentaires de la population. « *La production danoise en denrées alimentaires, est de ce fait très efficace et équivaut aux besoins de 15 millions d'individus, ce qui fait que nous pourrions véritablement nous passer des deux tiers de la superficie rurale exploitée, tout en allant nous coucher le soir, le ventre plein* », ironise Kjeld Hansen. Une toute récente étude de Eurostat, compilant les données de production européenne pour la production du porc, ainsi que ses impacts sur l'environnement, révèle que si le Danemark a vu sa production de porcs augmenter de 28% en 10 ans, l'argument d'une autosuffisance alimentaire est totalement déplacé puisque le taux de cette autosuffisance en matière de porcs atteint 489%, le Danemark étant le champion de cette surabondance parmi les quinze pays de la Communauté européenne!

Bo Normander évoque également autre chose à savoir les importations massives de sardines depuis l'Argentine, qui servent à assurer les apports protéiques aux porcs. Le pays importe aussi des céréales pour nourrir ses porcs. Il n'y a donc pas, non plus, volonté d'une autosuffisance alimentaire pour la production porcine : « *in fact, the idea in Danemark is to buy cheap items and convert them into pork. And then to export them and make money. This is the central point* ». Ce dernier point se veut un élément de réponse envers Claude Lafleur à qui Claude Grégoire avait posé la question de l'adéquation consommation et production<sup>15</sup>

### **IV-5. Bloc de questions : structures agricoles; retour financier à la communauté**

- ⇒ Le phénomène de mort des petites exploitations au profit des grandes qui les rachètent existe-t-il chez vous?
- ⇒ À qui va l'argent des profits? Redistribution aux agriculteurs par le biais des coopératives? Le niveau de vie économique de vos agriculteurs est-il confortable? Et pour lesquels d'entre eux?
- ⇒ Combien de syndicats agricoles existe-t-il et quel est leur poids respectif?
- ⇒ Les meuniers peuvent-ils posséder des fermes? Le concept d'intégrateur existe-t-il?
- ⇒ Les multinationales ont-elles accès aux terres danoises?

Kjeld Hansen confirme la redistribution des profits aux coopératives; il s'agit en fait de deux grosses coopératives, soit la coopérative laitière et la coopérative de viande.

## Coopératives agricoles

<sup>15</sup> lignes 1550 à 1562 de la transcription



<b>Meuneries</b>	<p>Les meuneries connaissent le même phénomène de concentration que les fermes. Leur nombre est en diminution et celles qui demeurent, occupent maintenant un statut de quasi-monopole. Mes interlocuteurs rappellent que la situation est la même pour l'industrie laitière, dominée par le géant <b>Arla</b> produisant et transformant 95% du lait danois, que pour la transformation du porc, dominée à 98% par le géant <b>Danish Crown</b>, le même qui compte construire le plus gros abattoir d'Europe, à Horsens dans la région du Jutland. La nouvelle structure prévoit abattre jusqu'à 2,5 millions de porcs annuellement (et non pas 12 à 13 millions comme l'avance M. Lafleur!<sup>16</sup>) soit 10% de la production totale actuelle au pays. Bien évidemment, la construction d'un abattoir de cette taille contribuera à diminuer la volonté politique de faire quoi que ce soit en faveur d'une amélioration de la situation environnementale et sociale! Rappelons qu'il y a trente ans de cela, l'on comptait 70 abattoirs au Danemark. Aujourd'hui, il n'en reste plus que deux, pour cause de fusions ayant eu pour objectif d'assurer une plus grande compétitivité internationale à l'industrie porcine danoise<sup>17</sup>.</p>
<b>Abattoirs</b>	
<b>Multinationales</b>	<p>Mes interlocuteurs n'évoquent pas beaucoup les multinationales. Le problème ne provient pas de leur présence ou de leur absence, il est localisé dans la gestion interne du pays envers les divers niveaux de réalité : juridique, politique, économique, environnementale, sociale. Toutefois, Kjeld Hansen rappelle que, s'il est vrai que les multinationales n'ont pas directement accès à l'achat de terres, la juridiction permet l'usage de moyens détournés. Ainsi, selon Knud Haugmark, plusieurs grandes terres appartiennent à des investisseurs hollandais qui ont fait des pieds et des mains pour les acquérir. La maison de Knud est entourée de trois terres appartenant à des producteurs laitiers hollandais. Bo Normander vient corroborer cette assertion d'achat de terres agricoles par des hollandais.</p>
<b>Disparition des petites et moyennes fermes</b>	<p>La question de la disparition des petites exploitations agricoles est très présente au Danemark. Depuis 1970, le nombre de fermes familiales (soit celles détenues par des familles) a rapidement diminué, passant de 200 000 fermes à 52 000 fermes aujourd'hui<sup>18</sup>. Les associations agricoles prédisent elles-mêmes une diminution de 15 000 fermes d'ici 2010. Parmi les 37 000 fermes restantes, 13 500 d'entre elles seront exploitées à temps complet. « <i>The rest will be owned and run by people like myself and my wife, who have full time jobs and salaries within another profession</i> » (Kjeld Hansen). Knud Haugmark (Gylleramt) et Bo Normander (Noah), manifestent également leur inquiétude envers l'exacerbation d'un modèle favorisant une concentration de la production aux mains de grands complexes industriels porcins. Par fermes de grande taille, on entend au Danemark 2000 à 3000 porcs.</p>

<sup>16</sup> ligne 464 de la transcription

<sup>17</sup> *The Danish pigmeat industry* - Danske Slagterier (abattoirs danois) [www.danskeslagterier.dk](http://www.danskeslagterier.dk)

<sup>18</sup> Les chiffres cités dans l'article de Kjeld Hansen, sont tirés des *Prévisions agro-économiques 2002* publiées par le Nyt fra Danmarks Statistik (Bureau national de la statistique) no 80, 21.02.03

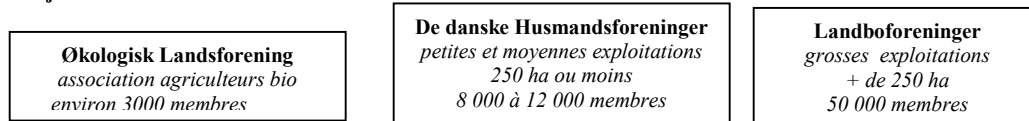
**Productions uniques**

Depuis la fin des années 80, les fermes calquées sur un modèle de production diversifiée se font de plus en plus rares : « *either you produce pigs OR cattle OR chicken OR mink* » (Kjeld Hansen). Il est entendu cependant que les producteurs porcins produisent également des céréales, dans la mesure où ils ont à écouler leur lisier.

**Associations agricoles**

Jusqu'à récemment, l'on comptait 3 associations agricoles au Danemark, elles-mêmes provenant de la fusion de plusieurs autres. Le regroupement né de la fusion de deux associations se nomme maintenant : **Dansk Landbrug**<sup>19</sup> et comprend 60 000 membres<sup>20</sup>. Les deux associations précédentes se définissaient ainsi : *De Danske Husmandsforeninger* regroupant entre 8 000 et 12 000 membres exploitant des surfaces agricoles de 250 hectares ou moins; *Landboforeningerne* regroupant environ 50 000 fermiers exploitant des surfaces agricoles de plus de 250 hectares, incluant l'industrie du porc.

Avant janvier 2003



Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003



Le **Dansk Lanbrug** devient donc l'acteur central représentant les fermiers danois. En marge, l'on retrouve une association agricole regroupant les agriculteurs 'bio' et représentant 4 à 5% du total des agriculteurs. Il n'y a aucune obligation pour un agriculteur de faire partie d'une association agricole. C'est selon le bon vouloir de chacun. L'on considère également qu'il n'y a pas monopole dans la mesure où un même agriculteur peut appartenir à la principale association agricole et à la petite association agricole bio.

**Niveau de vie des agriculteurs**

La plupart des fermiers sont millionnaires, aux dires de Kjeld. Du moins dans les statistiques officielles de revenus. L'année 2001, par exemple, été considérée bénéfique pour les producteurs porcins puisque le revenu individuel moyen de chacun atteignait 100 000 dollars US. Quant aux producteurs biologiques, ils reçoivent jusqu'à maintenant des subventions annuelles qui leur sont spécifiques et qui leur permettent de faire des affaires florissantes, en particulier pour les producteurs laitiers bio. Les choses évoluent cependant du fait d'un surplus de lait bio qui demeure non consommé. En fait, le marché du bio qui, depuis les 10 dernières années, avait vu ses parts croître, a

<sup>19</sup> Signifie : agriculture danoise

<sup>20</sup> les chiffres proviennent du Dansk Landbrug. Le 60 000 inclut des membres non-fermiers.

tendance depuis peu à ralentir, voire stagner. Cependant, il est vrai, selon Kjeld, que les producteurs du Danemark peuvent se payer des vacances annuelles en Espagne et une semaine de ski en Norvège! Ceci ne réfute pas la réalité des petits producteurs qui disparaissent au profit des gros dès lors que l'on parle de production à temps complet.

#### **IV.6- Bloc de questions : l'eau et les sols**

⇒ Y a-t-il des problèmes d'érosion des sols qui soient liés à la production porcine?

⇒ Si oui, comment règle-t-on la question? Par des types de production céréalière? Lesquelles?

⇒ Y a-t-il contamination des nappes phréatiques?

⇒ Y a-t-il contamination des fjords et des cours d'eau qui sillonnent le pays? (avez-vous effectivement peu de cours d'eau?)

**Érosion**

Il est vrai que le territoire danois est plat et, en fonction de cela, l'érosion ne constitue pas un réel problème, selon Rikke Lundsgaard (Danmarks Naturfredningsforening). Pour d'autres, la réalité est toute autre. Knud Haugmark fait remarquer par exemple que les eaux de pluie favorisent le ruissellement des terres vers les rivières et Bo Normander considère l'argument d'un pays plat pour assurer l'absence d'érosion comme un leurre et un mensonge.

**Teneur en phosphates**

Un autre problème majeur est celui qui a trait à la saturation des champs. Les terres sablonneuses en particulier, ne peuvent absorber le phosphore. Et la situation s'aggrave: « *more and more fields are being saturated, so now phosphor is leaking at a dramatically rising rate to the environment* ». (Kjeld Hansen) En fait, Kjeld Hansen constate que ce que les Danois ont gagné par le traitement des eaux usées en milieu urbain (enlèvement de plus de 90% du phosphore), ils le perdent à nouveau par les pratiques agricoles porcines. Cette question du surplus de phosphore dans les sols n'est d'ailleurs pas encore prise au sérieux par l'État. Si certains producteurs font usage d'aliments spéciaux pour abaisser la quantité de phosphore rejeté par les porcs, l'usage n'est pas systématique et la question ne sera pas véritablement évaluée par le gouvernement avant deux ans.

**Teneur en Nitrates**

Knud Haugmark rapporte que 90% des nitrates retrouvés sur les côtes proviennent des exploitations agricoles et qu'en haute mer, ce sont 20% des nitrates qui ont cette même provenance. On parle de 1000 tonnes de nitrates répandues quotidiennement dans l'environnement.

**Nappes phréatiques**

Les nappes phréatiques sont contaminées elles aussi par les nitrates et les pesticides. Plusieurs nappes sont devenues non utilisables et pourtant les Danois y puisent leur eau potable: « *les méthodes de production agricole actuelles sont comparables, sous maints aspects, à une bombe à retardement, en ce qui concerne l'accès à notre eau potable. Il faut entre vingt-cinq et cent ans, en fonction de l'état des sols, pour qu'une pollution de surface atteigne les nappes phréatiques. Cette*

*pollution des nappes phréatiques engendrera une situation catastrophique. Il est entendu qu'il ne sera alors pas possible de s'arrêter de polluer pendant vingt-cinq à cent ans, histoire d'attendre de pouvoir à nouveau boire l'eau!.. »* (Kurt Pedersen, Gylderamt).

#### Eaux de surface

Les eaux de surface sont encore plus atteintes et, contrairement à ce que M. Lafleur affirmait, elles sont nombreuses! S'il est vrai qu'il ne s'y trouve pas de longs cours d'eau, le Danemark est sillonné d'une multitude de petits cours d'eau et il y existe également quelques lacs. Ce sont ces eaux qui deviennent inutilisables; la misérable distance obligatoire de deux mètres entre les champs et les cours d'eau, incluant les fjords y est sûrement pour quelque chose. Et puisque l'épandage commence en février, alors que la terre est encore gelée « *it does not take much imaginary power to visualize, what can happen-and does happen every year, when the thaw of spring comes!* », ironise Kjeld Hansen.

#### Fjords

Mais le pire et le plus triste constat, est celui de la mort presque totale des fjords entourant le pays, ce, depuis un an. Les fjords sont atteints par les nitrates et parfois les phosphates. En 2002, de grandes surfaces de bords de mer ont également été affectées et bon nombre d'espèces de poissons et d'autres organismes ont disparu. Bo Normander rappelle que l'été dernier, l'eutrophisation a atteint un seuil jamais vu au pays. Les fjords les plus touchés, sont ceux entourant le Jutland (ouest du pays). L'eutrophisation a bien sûr été causée par la chaleur estivale particulièrement intense mais aussi par la quantité de lisier déversée dans les champs et qui trouve toujours le chemin jusqu'à la mer. Les producteurs accusent l'été mais les scientifiques reconnaissent une double cause. Quant au gouvernement, il accuse une 'neutralité' en attendant de nouvelles études avant de se prononcer.

#### Biodiversité

Enfin, Kjeld Hansen<sup>21</sup> cite le rapport du comité Wilhjelm publié en 2001 sous l'ancien gouvernement et faisant le point sur l'état actuel de l'environnement. Les conclusions du comité étaient foudroyantes, soit le constat de conditions de dégradation jamais atteintes en matière d'appauvrissement de la biodiversité et d'état général des espaces naturels, ces derniers étant peu à peu gagnés par l'eutrophisation. Dans certaines régions du Jutland, l'ammoniaque atteint une telle concentration, qu'il élève le PH de l'air et de la pluie, menaçant<sup>22</sup> ainsi la flore qui ne peut tolérer de tels changements.

<sup>21</sup> *Les barons du lisier* – Kjeld Hansen- Politiken, 16 décembre 2002 (Danemark) – Voir en annexe 6.

<sup>22</sup> *Something rotten in the state of pigs* - Bo Normander, *Friends of the Earth Europe*

#### IV.7- Bloc de questions : les odeurs

⇒ Y a-t-il des problèmes d'odeur?

Chute de  
l'immobilier

N'en déplaise à Claude Lafleur, il semble que ce soit le problème le plus criant d'évidence. La question des odeurs est en fait omniprésente puisqu'elle se trouve à la source d'une multitude d'inconvénients majeurs. Knud Haugmark rappelle qu'il traite quotidiennement avec des gens qui éprouvent de tels problèmes, les odeurs étant à l'origine de la terrible dégradation des conditions de vie quotidienne et du logique effondrement des prix de l'immobilier qui s'ensuit. La dépêche du DPA rapporte que « *dans la pratique, les professionnels danois de l'immobilier doivent absolument connaître la direction et la force des vents à éviter, lorsqu'il s'agit de maisons situées non loin d'une porcherie ou de champs engraisés de lisier, de façon à pouvoir la vendre* »<sup>23</sup>.

Traiter les  
porcheries  
industrielles  
comme  
toute autre industrie

Ce que plusieurs m'ont dit est la chose suivante : ces productions porcines, tout comme les productions de visons, n'ont plus grand-chose à voir avec le concept de fermes. Elles sont de véritables usines déguisées et devraient être traitées comme telles avec les cadres juridiques et les contraintes d'inspection qui s'y rapportent. Tout comme l'énonce Kurt Pedersen dans une dépêche de Gylleramt : « *si aujourd'hui une entreprise industrielle désire s'établir ou accroître sa production, les autorités tiendront compte non seulement des risques de pollution des nappes phréatiques mais elles évalueront également l'impact de facteurs comme le bruit, la charge de circulation sur les routes, les odeurs, et tout autre facteur pouvant porter préjudice à l'environnement ainsi qu'au proche voisinage. Et ceci, même si la ville ou les quartiers résidentiels se sont développés autour d'une entreprise industrielle déjà établie. On peut citer comme exemple la sablière de Mogenstrup (Mogenstrup Grusgrav) ou encore la tannerie de Løvgreen (Løvgreens Garveri) à Vordingborg. Cette dernière a dû fermer ses portes quand les habitants d'un quartier résidentiel récemment construit tout près de la tannerie, ont porté plainte pour nuisance d'odeurs. La tannerie était pourtant sise là, en pleine campagne, depuis plusieurs générations...* »<sup>24</sup>.

En attendant, les porcheries industrielles ne sont pas soumises aux contraintes environnementales propres à toute autre industrie. De ce fait, certains lieux sont rendus inhabitables. Kjeld Hansen cite les communes de Morsø, Hals, Dronninglund, Hadsten, Odder, Lunderskov, Nordborg, Ryslinge maintenant sur liste noire. Il va sans dire que les impacts économiques locaux qui en découlent sont dramatiques. Kjeld parle d'atteinte aux droits fondamentaux d'accès à la propriété puisque les implantations de nouvelles porcheries industrielles font dans les faits, fi des espaces habités actuellement. Et ce, en particulier dans la région du Jutland.

<sup>23</sup> Dépêche du Deutsche Presse Agentur- *Au Danemark, l'industrie porcine emm...l'Association des victimes du lisier-* Thomas Borchert, 02.12.02

<sup>24</sup> Association Gylleramt : dépêche de presse du 07.11.02, Kurt Pedersen, Danemark

Quant aux autorités qui devraient protéger les droits des citoyens, tel le **Miljøstyrelser** (Bureau national de l'environnement), elles tiennent un discours à l'opposé de leur fonction première, : « *les villageois doivent se résigner devant ces nouvelles nuisances pour l'odorat, puisqu'ils ont, de toute façon, choisi de vivre à la campagne* ». Il semble donc que la loi en vigueur dite *Loi sur la protection de l'environnement*, soit plus favorable envers les « Barons du Lisier », qu'envers la population qui subit leur règne. Et elle est quoiqu'il en soit, rendue inefficace par la *Loi sur l'Agriculture*<sup>25</sup> qui semble prévaloir sur toute autre loi!

#### **IV.8- Les alternatives**

⇒ Quelles alternatives et quelles solutions proposent les opposants du mode de production porcine industrielle?

Selon Kjeld Hansen, l'ensemble des opposants réclament plusieurs types de mesures : technologiques comme la séparation du lisier avant qu'il ne quitte l'étable, le nettoyage de l'air qui circule dans les étables et dans les cuves à lisier et une meilleure gestion des résidus d'ammoniac, mais aussi des mesures plus stratégiques comme la localisation restreinte des industries porcines, en particulier lorsqu'il s'agit d'espaces naturels à l'équilibre fragile. Ils réclament également des restrictions plus strictes pour disposer du lisier, et surtout, l'imposition de quotas pour l'ensemble de la production porcine comme on le pratique déjà dans l'industrie laitière. Enfin, ils réclament la diminution des subventions à l'exportation et au stockage des surplus, et une agriculture plus diversifiée qui favorise ainsi la santé de l'environnement.

Quant à Kjeld lui-même, il préconise l'abolition des commissions agricoles au profit de comités conseils qui seraient composés par des membres élus démocratiquement, avec représentation de fermiers, d'industriels, de politiciens locaux, de planificateurs, mais aussi de représentants des associations de nature et de plein air. Il demande par ailleurs, la révision de la législation qui oblige à exploiter les deux tiers des superficies agricoles détenues par tout propriétaire foncier. Il rappelle que cette obligation entraîne un effet pervers à savoir le surcoût en versement de subventions agricoles à toute terre, quelle qu'en soit sa nature : « *gardons les bonnes terres sous le couvert de l'exploitation agricole. Exemptons les terres pauvres ou marginales de cette obligation de produire et donnons aux Danois la liberté de les acheter et de les exploiter autrement. De cette manière, pourrions-nous épargner à la société, des milliards de couronnes danoises versées sous formes de subventions et qui, aujourd'hui, constituent la cause directe d'une exploitation des terres les plus pauvres*».

---

<sup>25</sup> La loi consolide le monopole élargi des propriétaires terriens en donnant accès à de nouvelles terres, à ceux qui en possèdent déjà.

Kjeld rappelle que, vu sous la perspective du bien commun, il serait beaucoup plus intéressant, économiquement parlant, d'user d'une proportion accrue de ces terres moins riches, pour d'autres fins « *comme la restauration d'espaces naturels en milieu rural, des activités de passe-temps, le retour de terres humides et de marais, des réserves d'oiseaux, des plantations forestières ou des parcs naturels* », plutôt que d'utiliser toutes ces terres pour l'épandage du lisier ! Il défend un paysage multifonctionnel et libre d'accès pour tous les Danois, gage d'une réelle démocratie et d'un rempart contre une future *République de Bananes*<sup>26</sup>.

**Gylleramt** demande une révision de la juridiction sur la question, en particulier des lois qui viendraient dédommager tous ceux qui ont souffert des pertes de valeurs immobilières. L'association voudrait également réviser la distance légale nécessaire entre les industries porcines et les espaces habités. Si l'on écarte la question environnementale, l'autre problème central reste celui des odeurs et l'association demeure assez pessimiste sur la résolution technique d'un tel problème.

**Bo Normander** (*Noah*) pense que la première chose à établir est un moratoire sur la production porcine servant à redéfinir une stratégie nationale basée d'abord sur la réduction de cette production, le tout en fonction de densité de la production par région : « *I don't know if it has to be 10 or 15 million, but certainly not 23 million as today! We really need a stop now!* » Il y a véritablement malaise en la demeure puisque le gouvernement au pouvoir entend faire exactement l'opposé.

**Rikke Lundsgaard** (Danmarks Naturfredningsforening) parle de diminuer le nombre de porcs produits annuellement au pays, de protéger les habitats naturels les plus fragiles et de développer plus de techniques d'assainissement.

## V- Constats

Jusqu'à maintenant, le mouvement général de concentration de la production, avec prédominance des gros complexes agro-industriels, au détriment des petites et moyennes exploitations agricoles, ainsi que

---

<sup>26</sup> *Gyllebaronerne (Les Barons du lisier)* - Kjeld Hansen, *Politiken*, 16.12.02

l'accroissement constant de la production en vue le plus souvent d'une économie d'exportation, constituent le modèle dominant pour les quinze pays de la Communauté économique européenne (CEE). Ainsi, entre 1990 et 2000, le nombre d'exploitations porcines est passé de 1,5 million de fermes à 800 000 fermes. En particulier pour l'industrie porcine, le constat est celui de la diminution de 49% des fermes de moins de cent porcs et, simultanément, de l'augmentation de 61% des holdings de plus de 1000 porcs<sup>27</sup>.

Nous avons vu que le Danemark entre tout à fait dans ce modèle.

Plusieurs facteurs pourraient pourtant, à moyen terme, influencer ces choix de production. Tout d'abord, les contraintes environnementales : la même étude nous fait part de chiffres démontrant que les coûts liés à la protection de l'environnement sont plus élevés pour les industries porcines que pour les fermes de dimension plus restreinte, et ce, en dépit des profits que l'industrie peut retirer d'une économie d'échelle. Il y a de fortes chances pour que ces contraintes influencent progressivement les politiques agricoles de la Communauté européenne. Déjà deux directives<sup>28</sup> datant de 1996 et de 1997 imposent la tenue d'une étude d'impacts environnementaux et sociaux pour tout nouveau projet d'exploitation porcine. Et aujourd'hui, la politique agricole commune (PAC) veut se doter de normes d'écoconditionnalité et obliger les producteurs à s'y soumettre pour pouvoir obtenir des subventions<sup>29</sup>. Enfin, certains pays tels la Belgique et les Pays-Bas ont déjà pris le virage d'une réduction de leur nombre d'exploitations porcines, après avoir connu des déboires.

En plus des contraintes environnementales, la pression sociale grandira, en faveur d'une économie rurale qui tienne plus compte de l'ensemble de la population et de l'usage qu'elle peut faire des espaces naturels.

Kurt Pedersen (Gyllerant) rappelle que : « *si notre vision de l'agriculture perd le respect envers les êtres humains et l'environnement, nous nous exposons au risque de vivre d'ici quelques années, une telle opposition de la part de la population, que lorsque l'extension prévue par l'Union Européenne se produira, le modèle agricole danois sera devenu caduc* ».

L'enjeu serait donc ici celui de « *trouver la taille optimale permettant de satisfaire des exigences à la fois économiques, environnementales et sociales, à l'échelle de l'exploitation comme à celle de la région* »<sup>30</sup>. C'est un large défi démocratique que celui de l'accès aux espaces naturels pour une plus grande majorité. Lors de la conférence qu'il donnait en

---

<sup>27</sup> Une filière porcine performante avec un impact environnemental - Claude Vidal – Statistiques en bref – Agric. et pêche – thème 5-26/2002- Eurostat, CEE 19.12.02

<sup>28</sup> Directives : 96/61/EC et 97/11/EC

<sup>29</sup> L'Union européenne se lance dans l'agriculture durable – Louis-Gilles Francoeur, Le Devoir 23 janvier 2003

<sup>30</sup> Une filière porcine performante avec un impact environnemental - Claude Vidal – Statistiques en bref – Agric. et pêche – thème 5-26/2002- Eurostat, CEE 19.12.02



septembre 2001, Peder Agger<sup>31</sup> (Danish Nature Council) plaideait en faveur de cette démocratisation et dénonçait l'accaparement des terres danoises par une fraction de la population. Il rappelait que tout juste après la seconde guerre mondiale, l'on recensait plus de 200 000 fermes au Danemark, qu'aujourd'hui leur nombre avait décliné jusqu'à 50 000 et que les prévisions pour la prochaine décennie étaient de l'ordre de 10 000 fermes restantes. Le fait que 2% de la population s'approprie 75% du territoire national constitue un réel danger envers la démocratie<sup>32</sup> puisqu'il remet en cause les procédures d'aménagement du territoire, ainsi que l'écoute et la participation de la collectivité dans les choix de développement rural. Cette demande pressante de la collectivité d'une réappropriation du territoire rural par le plus grand nombre se traduit également aujourd'hui, en Norvège, en Angleterre, en Écosse, pays dans lesquels les juridictions attenantes y sont en voie de révision. Et la demande gagnera un nombre croissant de pays occidentaux dans la mesure où le clivage ville / campagne y est en pleine redéfinition.

Nous avons donc, contrairement à ce que nous exposait Claude Lafleur, de nombreux points en commun avec la dimension agricole du Danemark, bien qu'il ne s'agisse malheureusement pas des aspects les plus reluisants de la question. Je rappelle ces points : une production porcine intense, axée sur l'exportation, gérée par une élite agricole fortement liée au pouvoir étatique, et qui traite les impacts environnementaux et sociaux comme obstacles plutôt que conditions préalables à l'instauration d'un modèle viable à long terme. Je rappelle également la question du moratoire qui a été bloquée en plein élan au Danemark et qui fera fort probablement surface bientôt.

Alors je plaide, moi aussi, en faveur d'un modèle de production qui remplisse non seulement sa fonction de fournisseur de denrées alimentaires auprès de sa population, mais qui soit intégré à une vision beaucoup plus large et plus généreuse de l'usage que l'on peut faire de notre territoire national. L'économie est au service de l'homme et non l'inverse. Quel chemin peut emprunter un mode de production totalement emballé et qui élude, dans sa gestion quotidienne, la proximité des hommes?!

La CEE imposera peu à peu des limites à ses pays membres.

Au Québec, qui nous arrêtera? Faudra-t-il attendre que nos produits ne soient plus distribuables parce qu'ils ne satisferont plus aux normes de la communauté internationale?

Ou pire encore faudra-t-il attendre la mort de nos paysages et de la biodiversité? Faudra-t-il attendre que partout, notre eau devienne

---

<sup>31</sup> *Access in the post-productivist landscape: the case of Denmark* - Peter Agger, Danish Nature Council. Conférence donnée à Clermont-Ferrand (F) 24-26.09.01

<sup>32</sup> 75% inclut les terres arables mais aussi les forêts, ce qui explique la différence avec les chiffres fournis par Kjeld Hansen

impropre à la consommation, notre air irrespirable, nos campagnes invivables et 'invendables' au tourisme?

Et que les villes soient devenues des ghettos dans lesquels se réfugier?

Qui fixera nos limites si ce ne sont les citoyens, nous tous collectivement, habitants de ce pays, au lieu de laisser carte blanche à cette élite politique et agricole qui ressemble à s'y méprendre à ces fameux « Barons du lisier » de l'autre côté de l'Atlantique?

Michèle Choquet,  
Union Paysanne Montréal  
février 2003

## ANNEXE 1 : SOURCES DOCUMENTAIRES

### Documents publiés

- ⇒ *Svine-farme vil udvide (Les exploitations porcines s'étendront)* - Michael Rothenborg, Politikensondag, Danemark, 22.12.02
- ⇒ *Dänemarks 'Verband der Jaucheopfer' stinkt die Schweinezucht (Au Danemark, l'industrie porcine emm...l'Association des victimes du lisier)* - Thomas Borchert, Allemagne, 02.12.02 2002
- ⇒ Association Gylleramt : dépêche de presse du 07.11.02, Kurt Pedersen, Danemark
- ⇒ *Gyllebaronerne (Les Barons du lisier)* - Kjeld Hansen, quotidien danois *Politiken*, 16.12.02
- ⇒ *Something rotten in the state of pigs* - Bo Normander, *Friends of the Earth Europe*
- ⇒ *Access in the post-productivist landscape: the case of Denmark* - Peter Agger, Danish Nature Council. Conférence donnée à Clermont-Ferrand (F) 24-26.09.01
- ⇒ *Sustainable Agricultural Polic* - Noah, Friends of the Earth Danemark, 21.10.02  
M. Bønneland, P. Hagedorn-Rasmussen, B. Normander et B. Hesselund Andersen.
- ⇒ *The Danish pigmeat industry* - Danske Slagterier (abattoirs danois)  
[www.danskeslagterier.dk](http://www.danskeslagterier.dk)
- ⇒ *Une filière porcine performante avec un impact environnemental* - Claude Vidal - Statistiques en bref - Agric. et pêche - thème 5-26/2002- Eurostat, CEE 19.12.02
- ⇒ *L'union européenne se lance dans l'agriculture durable* - Louis-Gilles Francoeur- Le Devoir, 23.01.03

### Témoignages

- ⇒ Bo Normander, NOAH [bo@noah.dk](mailto:bo@noah.dk) ou [bo@ecocouncil.dk](mailto:bo@ecocouncil.dk)
- ⇒ Kjeld Hansen, BaereDygtighed  
[baeredygtighed@vip.cibercity.dk](mailto:baeredygtighed@vip.cibercity.dk) [gyldengroen@bog.dk](mailto:gyldengroen@bog.dk)
- ⇒ Knud Haugmark, Gylleramt [knud@haugmark.dk](mailto:knud@haugmark.dk)
- ⇒ Susanne Ogstrup et Rikke Lundsgaard, Danmarks Naturfredningsforening [sog@dn.dk](mailto:sog@dn.dk)

### Sites Internet

- ⇒ Site de Gylleramt <http://www.gylleramt.dk/velkommen/top.html>
- ⇒ Friends of the Earth Danemark <http://www.noah.dk/>
- ⇒ Friends of the Earth Europe ET Milieu Defense <http://www.choosefoodchoosefarming.org/links/foe.htm>
  
- ⇒ Sites créés par Kjeld Hansen  
<http://www.baeredygtighed.dk/bdindex.htm>  
<http://www.gylle.dk/> (expose des cas concrets)
  
- ⇒ Danmarks Naturfredningsforening (Danish society for conservation of nature)  
<http://www.dn.dk/>
- ⇒ Site de Danish Nature Council <http://www.naturraadet.com/>
  
- ⇒ Carte : « *Svinenes Danmark* » (nombre de porcs par cantons), édité par Gylleinfo 2000

## ANNEXE 2

### **Réplique à un article de Louis-Gilles Francoeur - Pas belle du tout, l'industrie danoise du porc!**

Anne Risborg-Madsen

*Résidente du village de Norholm, nord du Danemark*

édition du jeudi 21 novembre 2002

*L'auteur répond ici à un article publié dans Le Devoir du 5 novembre dernier, dans lequel notre journaliste Louis-Gilles Francoeur citait un agronome québécois qui vantait le modèle danois de production porcine. Une lectrice a fait parvenir l'article à une amie résidant au Danemark, qui a voulu présenter un autre point de vue.*

Tu ne me donnes pas beaucoup de temps pour répondre à la question des cochons au Danemark ! Tout d'abord, je te dis ce que je sais tel quel. J'ai tenté de m'informer sur Internet il y a quelques mois car justement, dans mon village, on souffre beaucoup des odeurs de merde au printemps ainsi qu'en août, après la moisson. L'odeur est tellement forte qu'on ne peut ni étendre le linge dehors, ni même ouvrir la fenêtre. On ne sait jamais d'avance non plus quel jour le fermier dispersera son lisier : on peut quitter la maison le matin sans qu'il n'y ait d'odeur et rentrer le soir aux enfers.

Il y a deux ans, un gros producteur porcin a acheté les meilleures terres autour du village rien que pour pouvoir disperser son lisier. Les villageois se sont battus contre lui, les agriculteurs du coin voulaient ces terres, mais il n'y a rien eu à faire, l'«emmerdeur» a eu sa terre, et comme il habite à 11 kilomètres d'ici, il ne sent pas les conséquences.

Au Danemark, le lisier est un très gros problème, mais on dirait qu'il est devenu tabou d'en parler, en particulier depuis que le parti politique Venstre, parti conservateur favorisant une forte libéralisation du marché, est arrivé au pouvoir. Le porc est une industrie avec un gros capital et prend constamment de l'expansion. Je ne connais pas toutes les règles concrètes portant sur cette expansion, mais j'en connais quelques-unes. Par exemple, on ne peut pas construire une ferme porcine à une certaine distance des fjords. Pourtant, cette année, nous avons assisté à la plus grande mort des eaux intérieures jamais vue. Les nitrates ont complètement enlevé toute vie des fjords. Plus de poissons, plus rien.

Je sais qu'il y a un nombre croissant de règles portant sur l'épandage du lisier : on n'a plus le droit de disperser celui-ci avec le système de «canons» -- on a découvert un lien entre les maladies pulmonaires et l'usage de ces «canons». On se sert donc de rampes que l'on traîne par terre de façon à remuer le lisier le moins possible. Le lisier doit être enfoncé dans la terre en six heures maximum ou au plus vite par la suite. On n'a pas le droit de l'épandre les samedis ou les dimanches. Les fermiers qui perdent du lisier sur la route en allant aux champs sont tenus de nettoyer par la suite -- et ce que les fermiers ont perdu devant chez nous n'est pas peu, et j'ai décidé de porter plainte à la commune chaque fois qu'ils ne suivront pas les règles à 100 %.

On a aussi développé des machines qui enfoncent le lisier tout en le dispersant, mais ces machines ne sont pas obligatoires... encore. Et puis, il y a des inventions intéressantes comme celle mise sous le sol de l'étable, qui consiste à souffler de l'air

dans le lisier afin de l'acidifier. On lie ainsi l'ammoniaque par des moyens microbiologiques afin qu'il ne s'évapore pas. Il y a aussi l'installation qui sépare les parties liquides et solides du lisier. Les agriculteurs sont très intéressés à acheter ces installations car, avec celles-ci, ils n'ont plus besoin d'investir dans des champs rien que pour pouvoir épandre leur lisier.

Mais la nature souffre, bien sûr, ainsi que notre eau potable, qui contient de plus en plus de nitrates -- au Danemark, on dépasse de beaucoup le niveau recommandé par l'OMC.

### **Une lutte**

Alors, on ment si on dit qu'on n'a pas de problèmes avec l'industrie porcine au Danemark ! Plusieurs d'entre nous boycottent la viande de porc, et il existe des organisations qui luttent contre l'expansion de l'industrie. Gylleramt, par exemple, est une association toute nouvelle qui utilise la loi pour faire valoir le droit des villageois à vivre sans être constamment gênés par les usines porcines. Cette association doit être perçue comme une menace par certains, car une fois que son site Internet a été monté, les fondateurs de l'association ont reçu des menaces comme quoi on répandrait du lisier chez eux «afin qu'ils se noient dedans» s'ils ne démantelaient pas ladite association.

Une autre association, Naturfredningsforeningen, a pour but la protection des espaces sauvages et propose à l'État de prendre des terres sous sa protection. Ce soir, aux nouvelles télévisées, on a fait référence à un cas près de Fjerritslev, à quelques kilomètres de chez moi, où l'association a aidé les voisins des agriculteurs à protester contre l'extension des fermes. Pour le moment, les gens ont gagné le combat, mais nous avons entendu les agriculteurs dire qu'ils allaient se battre pour abolir la décision.

Je viens aussi de lire une chronique dans un journal libéral très intéressant qui, en résumé, disait ceci : «Les agriculteurs danois essaient de nous faire croire qu'on n'a pas mené suffisamment de recherches sur les causes de la mort de nos fjords et de nos mers autour du Danemark. Bien sûr, ce phénomène a toujours existé à petite échelle, du fait de nos conditions météorologiques : pluies printanières abondantes suivies d'étés particulièrement chauds. Mais on ne peut pas fermer les yeux sur le fait clairement établi qu'au cours des cinq dernières décennies, le niveau d'azote n'a cessé d'augmenter. On essaie de nous faire croire que l'azote dans les eaux du Danemark serait celui venu de la Suède et de l'Allemagne par la mer du Nord et la mer Baltique. Ce n'est pas vrai : l'azote rejeté dans les eaux par ces pays est transformé par les organismes biologiques bien avant d'arriver en eaux danoises. Ce qu'on ne veut pas accepter ou encore dire à haute voix, c'est qu'il y a un conflit d'intérêts entre l'industrie agricole et ceux qui désirent garder un milieu naturel. Ce conflit d'intérêts est occulté par une discussion sans fin pour désigner le coupable» (Politiken, 4 novembre 2002).

Alors, tu vois, vos informations sur l'industrie porcine au Danemark proviennent probablement de gens ayant eu contact avec de gros producteurs agricoles danois. Elles ne reflètent qu'une partie de la réalité.

Le plus gros problème que je vois dans ce débat, c'est le fait que les agriculteurs soient unis par un syndicat très fort, lui-même soutenu par le gouvernement libéral de Venstre, et que ceux qui souffrent de cette agriculture industrielle en perpétuelle expansion soient dispersés dans des organisations multiples, sans qu'ils aient de but commun. Dans mon village, les gens sont résignés, ils pensent qu'ils ne peuvent que subir la situation. Peut-être que lorsque l'eau des campagnes ne pourra plus être bue se réveilleront-ils... Mais j'ai peur qu'il ne soit alors trop tard.

## **ANNEXE 3**

### **« Les Barons du lisier »**

**KJELD HANSEN, président de la firme conseil "BæreDygtighed"<sup>33</sup>**

**Publié le 16 décembre 2002 dans « Politiken », Copenhague, Danemark**

**traduit par BORGE GROENVOLD PEDERSEN**

**corrigé par Michèle Choquet**

***Un nouveau type de propriétaires a peu à peu envahi les terres danoises. Quand briserons-nous ce monopole?***

*Comment nomme-t-on une nation où moins de 1% de la population possède plus de 60% des terres? Si cette nation se trouve en Amérique du Sud ou en Afrique, nous emploierons sans hésiter l'expression de « République de Bananes ».*

*Lorsqu'il s'agit des pays du Tiers-Monde, nous avons pour habitude d'établir une relation directe entre démocratie et libéralisation du droit de propriété des terres. Nous supportons alors avec détermination l'abolition du pouvoir abusif des propriétaires terriens et considérons l'abolition du monopole de la possession des terres comme condition nécessaire à l'émergence et au développement d'une réelle démocratie.*

Nous sommes clairement et indiscutablement de cet avis : la propriété privée représente le pilier central d'une société libre, et le respect de la dite propriété est la garantie la plus importante pour une liberté autant économique que politique. Il s'ensuit logiquement que, si ce droit de posséder des terres se trouve réparti parmi un grand nombre de propriétaires terriens, aucun individu ni aucun groupe, ne devraient avoir le pouvoir de décider pour les autres. C'est ainsi que dans une société vraiment libérale, l'on privilégie une répartition du droit de propriété de façon telle à ce qu'aucun groupe spécifique ne puisse détenir le pouvoir majoritaire de décider des conditions de vie de la majorité de la population de la région en question.

Quand on préconise de tels principes démocratiques, l'on est alors en droit de se sentir inquiets, en ce qui a trait au développement actuel du Danemark. À l'heure actuelle, la situation est la suivante : 1% de la population (soit 52.200 propriétaires terriens) possède 63% de la superficie totale du pays, et ce développement tend de plus en plus à favoriser ces conditions foncières de « République de Bananes », le tout à une vitesse inquiétante. Déjà, l'on envisage que d'ici 2010, donc d'ici sept ans, il ne restera plus que 37 000 propriétaires terriens.

---

<sup>33</sup> NdT : "BæreDygtighed" est un mot nouveau, prisé par le secteur agricole actuel. Littéralement il signifie : Bære: (sup)porter; Dygtighed : habileté. Le mot composé signifierait donc habileté à supporter, en particulier la charge maximale que l'on peut imposer à un cheval avant qu'il ne s'écroule d'épuisement. Il va sans dire que Kjeld Hansen ironise sur le mot.

La réalité qui se profile derrière ces chiffres-clefs tirés des « *Prévisions agro-économiques 2002* » des associations agricoles danoises, est encore plus crue. Les 37.000 entreprises agricoles indépendantes qui demeureront en 2010 seront ainsi réparties : 23.500 entreprises agricoles à vocation 'temps partiel' contre 13.500 entreprises agricoles à vocation 'temps complet'. Tandis que les premières disposent traditionnellement de moins de 50 hectares, les entreprises agricoles de l'avenir disposeront de 100 hectares ou plus.

Autrement dit: Moins de 0,5% de la population possèdera plus de la moitié des terres du pays. Ainsi en 2010, la mainmise du pouvoir foncier par les gros propriétaires terriens se sera pleinement réalisée et ouvrira toute grande la voie vers une « *République de Bananes* »

Cette concentration de la propriété foncière privée par un nombre réduit d'individus aura des conséquences négatives sur la vie en milieu rural. Elle mettra en jeu la survie de l'environnement ainsi que la qualité de vie de la population rurale. La suppression de plus de 100.000 petites fermes indépendantes en moins de 40 ans aura détruit d'innombrables habitats naturels, incluant ceux des oiseaux, des insectes et des plantes. Des bocages ont été rasés, des points d'eau ont été vidés et comblés, des vestiges de notre préhistoire de même que d'innombrables petits chemins champêtres ont été effacés et labourés tout cela afin de pouvoir dessiner rationnellement des terres rectangulaires de 30-40-50 hectares, voire plus. Tels des déserts biologiques, ces énormes terres végètent aujourd'hui, sans autre vie que les plants d'orge ou de froment. C'est la norme qui prévaut à l'heure actuelle pour toute nouvelle terre agricole. Les fusions agricoles ainsi que l'intensification de la mécanisation, l'emploi de pesticides, le drainage et la mise en culture du dernier mètre carré, vident des paysages entiers de leur faune et de leurs habitats respectifs.

Ce triste état des choses est documenté depuis longtemps déjà, soit au travers des nombreuses études publiées par le DMU<sup>34</sup> (organe de la recherche environnementale danoise) ou encore par le *Danmarks Jordbrugsforskning* (organe de la recherche agraire danoise), les universités, etc. Les *Landboforeningerne*<sup>35</sup> eux-mêmes, reconnaissent l'étendue des ravages en matière de biodiversité dans la nature danoise.

En résumé, les conséquences négatives de ce développement ne peuvent être plus justement décrites que dans le rapport du *Comite Wilhelm* (2001). Ce comité présidé par l'ancien ministre de l'industrie Nils Wilhelm, avait été mis sur pied par le gouvernement précédent, et avait pour principal objectif, l'élaboration d'un plan de sauvegarde de l'environnement, ce, à échelle nationale. Dans le résumé du travail de ce comité, on peut lire la formule laconique suivante : "*malgré une protection améliorée de ce qui reste de la nature, la dégénérescence a continué depuis ces vingt dernières années, et jamais la qualité de la nature et de la biodiversité ne s'en seront trouvées autant appauvries*".

---

<sup>34</sup> DMU : DANMARKS MILJØUNDERSØGELSER

<sup>35</sup> Associations agricoles danoises

En ce qui a trait aux causes de cette dégradation, le comité considère comme fait établi, celui selon lequel *"il y a généralement trop peu de place pour la nature, celle-ci est saturée d'éléments nutritifs et appauvrie en eau. Les habitats naturels sont trop dispersés et sont de surcroît, en voie d'eutrophisation. Tout ceci parce que l'environnement et ses ressources naturelles, ne sont plus en mesure de faire face à cette exploitation intensive des terres par l'homme"*.

Pour les 800.000 habitants vivant en région rurale sans qu'ils possèdent nécessairement de terres, cette dégradation a également eu des conséquences négatives.

Ce n'est pas par hasard que le nouveau statut des propriétaires terriens a été baptisé « *Barons du lisier* » en langage populaire.

En premier lieu, nous avons assisté à la concentration des terres aux mains d'un tout petit nombre, dans le but de détenir suffisamment de superficie pour y épandre le lisier, c'est-à-dire les sous-produits (excréments et urine) de plusieurs millions de porcs produits couramment dans les 13.000 porcheries du pays.

Dans la seule période comprise entre 1990 et 2002, la production porcine est passée de 16 millions à 23 millions de têtes abattues annuellement, et elle continue de croître de 1 à 2% par année.

Cette expansion, rendue possible par la transformation des porcheries en véritables complexes agro-industriels porcins, avec les équipements qui en découlent, se produit sans qu'il y ait réelle volonté de l'état pour diriger ou véritablement planifier un tel développement. Et sans aucun égard pour autrui, ni aucune décence.

Partout dans le pays, mais pis encore dans la région du Jutland en Fionie, on construit des porcheries industrielles au beau milieu de zones habitées, qu'il s'agisse de bourgs ou de villages. Beaucoup de ces lieux d'habitation sont concernés. Des milliers de familles voient leurs conditions de vie quotidienne se dégrader sérieusement, du fait de l'inévitable puanteur de ces usines de production. Des pertes économiques s'ensuivent, du fait d'une diminution de la valeur des maisons. Dans plusieurs communes exposées, l'on<sup>36</sup> va jusqu'à déprécier l'ensemble des propriétés qui se voient imposer le voisinage d'une porcherie nauséabonde<sup>37</sup>.

Un nombre croissant de familles, trouvent que l'on porte ainsi atteinte à leur droit de propriété privée, celui de posséder maison et jardin, ceci dès le moment où un producteur porcine met en marche le processus d'accroissement de sa production ou d'exploitation d'une nouvelle porcherie industrielle.

Ni la juridiction en place, ni sa régularisation actuelle, ne protègent vraiment contre les nuisances qui se manifestent. Bien au contraire, les autorités tel par exemple le *Miljøstyrelsen*<sup>38</sup> considèrent que les villageois doivent se résigner devant ces nouvelles nuisances pour l'odorat, puisqu'ils ont de toutes façons,

---

<sup>36</sup> Évaluation annuelle officielle

<sup>37</sup> NdT : c'est la commune qui émet le permis d'installation à la porcherie, mais c'est une autre instance qui déprécie la valeur des maisons et des propriétés!

<sup>38</sup> Miljøstyrelsen : Bureau national de l'environnement



choisi de vivre à la campagne<sup>39</sup>. Cela signifie en bon danois, que la "*Loi sur la protection de l'environnement*" n'a pas la même validité pour Pierre que pour Paul!

Partout au Danemark, des procès ont lieu entre des villageois et des nouveaux propriétaires terriens. Les communes éprouvent beaucoup de difficultés à résoudre ces problèmes puisque les réseaux politiques agissent le plus souvent en faveur des propriétaires terriens. Il est intéressant de souligner le fait qu'un maire sur cinq a lui-même déjà été agriculteur. Les nouveaux propriétaires pourront également trouver le soutien auprès des conseillers juridiques des associations agricoles. Ces conseillers sont passés maîtres en l'art de manipuler les bureaucrates et les politiciens communaux. En revanche, dans ce type de confrontations, les familles affectées par le lisier se retrouvent pratiquement isolées et sans recours juridique.<sup>40</sup>

Dans les cas les plus tristes (et comme les serfs du propriétaire terrien avant la révolution), la famille finit par se retrouver prisonnière d'une propriété transformée en lieu insupportable, du fait des odeurs nauséabondes. Cela signifie bien sûr que la valeur commerciale de la maison chute considérablement et dans les pires cas, que la maison est déclarée invendable. Les familles concernées encaissent les pertes, sans aucune aide. Si l'on compare cet état de faits aux arrangements financiers et aux compensations économiques prévues pour les propriétaires terriens en cas de perte partielle de leur droit d'exploiter pour des raisons d'ordre local ou régional, et si l'on y ajoute la disproportion rencontrée dans la distribution des peines lors des procès liés à la pollution porcine, l'on constate que dans les faits, le principe 'pollueur : payeur' est renversé. Ici, la victime seule supporte les pertes économiques.

Lorsque l'on se place dans une perspective plus large, la multitude de procès en cours influe naturellement sur la planification urbaine des communes, ainsi que sur les décisions du développement industriel et sur les infrastructures de la vie économique locale. Quelques communes telles par exemple Morsø, Hals, Dronninglund, Hadsten, Odder, Lunderskov, Nordborg, Ryslinge, qui bien malgré elles, se sont faites une réputation de communes porcines, rencontrent de sérieux obstacles dès lors qu'il s'agit d'attirer de nouveaux payeurs de taxes ou encore de nouveaux industriels. Les nouveaux arrivants, autant les familles que les décideurs industriels, exigeront bien évidemment des garanties de ne pas avoir à co-habiter ou à co-voisiner avec des porcheries industrielles.

La "*Loi sur l'agriculture*" est une cause importante de ce développement non démocratique des régions rurales. Elle consolide le monopole élargi des nouveaux propriétaires, celui du droit de posséder la terre du Danemark.

La contrainte de devoir suivre une formation dans le domaine agricole pour pouvoir acheter de la terre, constitue un de ces moyens de protection du monopole, bien que cette condition ait été quelque peu assouplie depuis ces

---

<sup>39</sup> NdT : les bureaucrates, bien évidemment, ne demeurent pas en campagne!

<sup>40</sup> Elles ne font pas le poids économiquement parlant, elles sont plutôt du sable dans l'engrenage et sont traitées comme tel.

dernières années. Aujourd'hui on ne peut en tout cas acheter au-delà de 30 hectares de terre agricole sans avoir suivi cette formation d'agriculteur ou alors faut-il être ministre! La même loi nous oblige à exploiter ces terres achetées.

Un moyen très efficace d'exercer ce pouvoir de monopole, consiste à donner accès à l'achat de nouvelles terres, seulement à ceux qui en exploitent déjà. Il est tout de même intéressant de constater qu'aujourd'hui la majorité des fermiers sont légalement en possession de plusieurs fermes chacun -souvent jusqu'à cinq fermes- alors qu'ils ne peuvent bien évidemment n'en habiter qu'une seule. C'est ainsi que quelques-unes des exploitations agricoles les plus importantes sont gérées par des gens n'ayant jamais habité la propriété. C'est par exemple le cas pour la terre de Fiilsø Gods dans la région du Jutland ouest, terre de plus de 1000 hectares dont le propriétaire a toujours habité Struer<sup>41</sup>.

En revanche, l'obligation d'habiter sur place sera évoquée avec force, et souvent avec des conséquences tragiques, dès lors que ce sont des « non-fermiers » qui tentent d'acheter, ne serait-ce qu'une seule propriété foncière de grande taille. Il arrive souvent que des contrats concernant des propriétés de plusieurs millions de couronnes danoises, soient considérés nuls et nonavenus lorsque les associations agricoles décident de s'en tenir fermement à cette obligation de demeurer sur place. L'affaire politique Thor Pedersen<sup>42</sup> démontre bien le caractère arbitraire du maintien de ladite obligation.

De toute évidence, les gardiens du monopole se serrent les coudes dès lors que quelqu'un cherche à acquérir des propriétés agricoles pour d'autres fins que celles d'une agriculture traditionnelle. Les terrains de golf par exemple, éprouvent d'énormes difficultés à recevoir la bénédiction de l'"Agriculture", sauf si l'intéressé accepte de s'installer sur des terres très protégées, et de ce fait, très peu transformables.

Les associations agricoles et les communes se préviennent également mutuellement, pour tout nouveau projet de conservation des espaces naturels, prévu par les fondations en environnement. Ainsi en 2001, a eu lieu le procès très médiatisé de cette fondation privée qui voulait investir jusqu'à 10 millions de couronnes danoises dans un projet de remise en l'état d'un petit lac maintenant asséché par un ancien propriétaire. L'idée était celle d'en faire cadeau au grand public. Mais en raison d'un veto imposé par les associations agricoles du district de Frederiksborg Amt, la population de la région du Seeland du nord a dû renoncer à l'offre généreuse.

Le monopole en question est administré et géré par les puissantes *commissions agricoles*, lesquelles doivent approuver toutes les affaires foncières. La composition des membres élus au sein desdites commissions, reflète l'état des rapports sociaux tels qu'ils étaient au cours des années 1915 à 1935, quand le Danemark était un pays agricole proprement dit et que la majorité de la population travaillait dans l'économie rurale.

---

<sup>41</sup> NdT : Struer est une petite ville située à une cinquantaine de kilomètres de la ferme en question.

<sup>42</sup> NdT : ministre dans le gouvernement actuel

Mais aujourd'hui encore, ce sont le *Landboforeninger* et le *Husmandsforeninger*<sup>43</sup> qui élisent les deux fermiers représentant chacun des districts du pays, lesquels règnent avec leur conseiller juridique sur l'ensemble des terres agricoles du Danemark.

Ni les industriels locaux, ni les politiciens, les planificateurs régionaux ou encore les représentants des organisations, ne sont conviés à exprimer leur point de vue sur les affaires foncières en cours. On ne leur demande même pas de leur opinion.

Le caractère absolu des *commissions agricoles* bloque aujourd'hui systématiquement un développement structurel des régions agricoles. Débordantes de zèle, ces commissions maintiennent le monopole du droit de possession de la terre du Danemark. Le contrôle administratif de la légalité des exploitations déjà existantes se révèle en revanche beaucoup plus souple<sup>44</sup>.

La chose a été clairement démontrée lorsqu'en 1997, le *Fødevarministeriet*<sup>45</sup> a été en mesure de diffuser une liste signalant 1 264 exploitations agricoles, soupçonnées d'enfreindre les paragraphes de la *Loi sur l'agriculture*, relatifs au plafonnement du nombre de propriétés qu'il est possible de posséder, ainsi que de la superficie totale en hectares, détenue par chaque propriétaire. Parmi les noms inscrits sur la liste, se trouvaient plusieurs politiciens, également gros producteurs agricoles.

Le contrôle de ces questions tombe sous la responsabilité des *commissions agricoles*, mais ces dernières ne purent régler que 1001 cas avant que la Loi de l'Agriculture ne soit modifiée, ce, avec effet rétroactif! Notre Parlement a tout simplement légalisé les infractions! L'on a tout de même eu le temps de constater que pour 688 des cas examinés, il était question d'infractions à la loi, mais que les dits cas furent pourtant résolus, soit par légalisation de leur statut, voie de dispense, ou encore par injonction amicale. Au *Fødevarministeriet*, l'on ne se souvient carrément d'aucune amende qui ait été distribuée dans cette vaste affaire.

La morale pourrait être celle bien connue selon laquelle il est difficile de décrocher un permis mais que le pardon lui, est toujours possible. Malgré les allègements de la législation, les *commissions agricoles* rencontrent encore des problèmes dans leur travail. Principalement des problèmes liés à la plus récente liste dressée par le *Fødevarministeriet*, concernant les fermiers qui sollicitent de l'aide à l'hectare<sup>46</sup> pour des superficies plus grandes que celles permises par la *Loi de l'agriculture*. La liste date de novembre 2001 et fait aujourd'hui état de 238 exploitations agricoles considérées illégales, soit par la trop grande taille de leur superficie, soit encore par le nombre trop élevé de propriétés exploitées.

---

<sup>43</sup> NdT : les deux principaux syndicats agricoles

<sup>44</sup> NdT : droit et coutume se confondent parfois allègrement au Danemark!

<sup>45</sup> NdT : Ministère de l'agroalimentaire

<sup>46</sup> NdT : concept de l'Union Européenne

À l'heure actuelle, l'on justifie le monopole de la terre du Danemark en nous servant l'argument de l'assurance d'une production suffisante pour les besoins alimentaires de la population. La production danoise en denrées alimentaires, est de ce fait très efficace et équivaut aux besoins de 15 millions d'individus, ce qui fait que nous pourrions véritablement nous passer des deux tiers de la superficie rurale exploitée, tout en allant nous coucher le soir, le ventre plein.

Et quand on regarde l'éventail des denrées alimentaires produites au Danemark, éventail en grande majorité dominé par l'industrie du porc, l'argument évoqué précédemment sonne encore plus creux. Dans cette partie du monde nord européenne où nous vivons, où l'obésité et les surcharges pondérales se répandent comme des épidémies, le rôti de porc ne constitue pas vraiment ce dont nous avons le plus besoin.

En fait, nous produisons une telle quantité de porc, que nous exportons 80% de sa viande. L'exportation ne se rend pas aux régions du monde où les populations souffrent de faim. La viande de porc est avant tout vendue à des pays riches comme l'Allemagne, l'Angleterre et le Japon.

Il est temps de mettre un frein à cette concentration effrénée du droit de propriété de la terre du Danemark.

Abolissons les *commissions agricoles* et remplaçons-les par des comités conseils composée par des membres qui seraient élus de façon démocratique avec représentation de fermiers, d'industriels, de politiciens locaux, de planificateurs, mais aussi de représentants des associations de nature et de plein air. C'est dans ces conditions seulement, que nous arriverons à un développement bénéfique des régions rurales.

Bannissons de la législation, la loi qui oblige l'exploitation agricole des deux tiers des superficies cultivées. Gardons les bonnes terres sous le couvert de l'exploitation agricole. Exemptons les terres pauvres ou marginales de cette obligation de produire et donnons aux danois la liberté de les acheter et de les exploiter autrement. De cette manière, pourrions-nous épargner à la société, des milliards de couronnes danoises versées sous formes de subventions et qui aujourd'hui constituent la cause directe d'une exploitation des terres les plus pauvres. Enfin, écartons cette fichue obligation de vivre sur place, elle a depuis longtemps perdu sa raison d'être.

Vu sous la perspective du bien commun, il serait beaucoup plus intéressant, économiquement parlant, d'user d'une proportion accrue des terres pour d'autres fins comme la restauration d'espaces naturels en milieu rural, des activités de passe-temps, la construction de terrains de golf, le retour de terres humides et de marais, des réserves d'oiseaux, des plantations forestières ou des parcs naturels, plutôt que d'utiliser toutes ces terres pour l'épandage du lisier. Un paysage multifonctionnel et libre d'accès pour tous les danois, constituerait une marque de noblesse pour une société libérale de l'avenir, en même temps qu'il serait le gage d'une véritable défense démocratique contre le pouvoir des propriétaires fonciers qui gagnent chaque jour de plus en plus de terres, et contre la *République de Bananes*.

## ANNEXE 4

Communiqué du DPA - Deutsche Presse Agentur, l'agence de presse allemande officielle  
02.12.2002

### **Au Danemark, l'industrie porcine emm... l'Association des victimes du lisier .**

par Thomas Borchert, dpa

Traduit de l'allemand par Børge Grønvold Pedersen

Copenhague(dpa/Ino) – Au Danemark lorsqu'il s'agit de porcs, l'on n'entend plus à rire. Ainsi le voient non seulement les fermiers en regard à leur source de revenus traditionnelle la plus importante, mais également de plus en plus de citoyens ordinaires, qui en tant que voisins de porcheries industrielles - ou encore vivant aux abords de champs récemment engraisés - ne supportent plus l'odeur du lisier.

Il est de fait que depuis longtemps les 23 millions de porcs qui sont abattus annuellement, dépassent largement les 5,5 millions d'habitants; c'est dans ce contexte que l'on a vu se créer récemment une association nationale des victimes du lisier. Le président de l'association, également avocat, Kurt Petersen, a dit ceci aux informations télévisées danoises : *”depuis les dix à quinze dernières années écoulées, notre qualité de vie a baissé de façon draconienne, du fait de l'expansion constante des élevages industriels porcins. Il en va de même pour la valeur marchande de nos maisons”*.

Dans cette contrée rurale qu'est le Danemark, il ne viendrait à personne l'idée de se moquer des plaintes des personnes affectées, plaintes que l'on retrouve sur le site Internet de l'association GYLLERAMT (<http://www.gylleramt.dk>). Pour ne citer qu'un exemple, les propriétaires du restaurant *"Marchandes de poisson"* pour lesquelles l'idylle estival se vit au coeur de quatre usines porcines les encerclant de toutes parts: *” tous les mois d'Août, nous sommes témoins de ces arbres fruitiers qui meurent subitement et qui ne porteront jamais plus de fruits. Et c'est sans parler de nous, qui ne sommes même plus capables de cuisiner décemment, tellement ces puanteurs de mort et de médicaments nous étourdissent, pénètrent partout et dévastent tout!”*.

Un compagnon d'infortune fait référence aux dangers explicites pour la santé, causés par l'ammoniac qui se dégage des excréments et de l'urine des porcs : *”l'on a proscrit depuis longtemps l'usage de l'hydroxyde d'ammonium dans les travaux ménagers, en particulier pour les travailleurs”*. Un descendant des Kennedy, Robert F. Kennedy jr, membre de l'organisation environnementale américaine *”Water Alliance”* s'exprime crûment lorsqu'il s'agit de lisier : *”les porcheries industrielles constituent un danger bien plus important pour notre santé qu'Osama ben Laden ou que le terrorisme global”*.

Une telle déclaration pourrait soulever le scepticisme amusé de bien des danois. Mais les victimes du lisier, en plus de décrier l'insupportable puanteur qu'ils subissent, dénoncent également un autre grave état de fait à savoir l'accumulation de matières nocives tout autour des eaux de la Mer du Nord et de la Mer Baltique, celles-ci provenant de l'engraissement des terres par le lisier, et considéré sans discussion aucune comme le plus sérieux problème environnemental du pays.

Depuis 1950, le nombre de *”porcs à bacon”*, c'est-à-dire les animaux qui sont abattus après six mois dans les porcheries danoises, a triplé, passant de moins de 4 millions à plus de 12 millions en 2001. La quantité d'immonde lisier a fait de même et l'on doit bien d'une façon ou d'une autre, s'en débarrasser.

Plusieurs fermiers ainsi que plusieurs responsables de l'association nationale des agriculteurs admettent en coulisses, le fait que le Danemark soit surpeuplé de porcs. Pourtant, la position officielle de l'association des agriculteurs est celle selon laquelle il y aurait de la place pour trente millions de porcs, c'est-à-dire 30% de plus qu'à l'heure actuelle. Au quotidien, l'on peut donc constater l'impossibilité d'un compromis puisque les intérêts des deux parties s'opposent : d'une part les intérêts des fermiers à faire croître leurs élevages industriels et d'autre part celui de leurs voisins à tenter de limiter voire de diminuer la puanteur.

La valeur des propriétés constitue un autre argument absolument central, en plus de la puanteur et des dangers pour les nappes phréatiques et les mers intérieures. Dans la commune de Skae au Jutland du nord, toutes les maisons ont vu la valeur de leur propriété chuter de façon draconienne, si l'on se base sur l'évaluation officielle annuelle. Dans la pratique, les professionnels danois de l'immobilier doivent absolument connaître la direction et la force des vents à éviter, lorsqu'il s'agit de maisons situées non loin d'une porcherie ou de champs engraisés de lisier, de façon à pouvoir la vendre.

## ANNEXE 5

### **GYLLERAMT- Information de presse du 7 novembre 2002**

**Kurt V. Pedersen, membre co-fondateur de Gylleramt**

**Traduction : Anne Risborg Madsen, Nibe, Danemark**

Le 5 novembre dernier, quatre citoyens danois fondaient une association nationale destinée à soutenir les individus qui vivent des problèmes liés à la production porcine et plus particulièrement au lisier. "*Landsforeningen for Gylleramte*" (littéralement : association nationale pour les gens touchés par les problèmes de lisier), entend supporter tous ceux qui sont aux prises avec de tels problèmes. Les fondateurs de l'association sont eux-mêmes confrontés à la situation. L'association aurait tout aussi bien pu se nommer "*Association pour un environnement sain dans les villages*", puisqu'elle a pour but de recréer et de préserver de bonnes relations entre les agriculteurs et les autres habitants des milieux ruraux, ainsi que d'assurer un dialogue ouvert entre tous et un espace pour tous.

L'association ne se définit ni comme groupe militant ni comme groupe de contestation contre l'agriculture; elle est un groupe de support et un organe de consultation pour ceux qui, d'une manière ou d'une autre, sont touchés par les méthodes de production porcine et par son extension, en particulier lorsque la dite extension compromet un bon voisinage et une gestion saine de l'environnement.

L'association a pour but d'aider les personnes qui se retrouvent piégées entre les pratiques agricoles et les règlements qui les accompagnent.

Les quatre fondateurs, dont les noms se retrouvent sur le site [www.gylleramt.dk](http://www.gylleramt.dk), ont tous vécu une expérience de voisinage avec des porcheries industrielles, et grâce à leur propre histoire, ils ont pu mettre en place un réseau d'experts en matière d'environnement et d'agriculture, ces derniers assurant la fonction de consultants juridiques, etc.

Plusieurs causes précèdent l'initiative de la création de Gylleramt. Tout d'abord, celle de l'existence au Danemark, d'un petit nombre d'agriculteurs partageant l'opinion étroite selon laquelle tout individu s'établissant en-dehors des grandes villes, doit accepter d'emblée les nuisances d'odeur ou de bruit liées à l'activité agricole, ainsi que les sévices que subit l'environnement, et ce, en dépit du fait que l'agriculteur transgresse très souvent les réglementations en vigueur. L'individu qui n'accepte pas cet état de fait, en sera quitte pour déménager.

La seconde raison a trait au laxisme des autorités en place. Celles-ci, qui en principe devraient être au service de l'ensemble de la communauté, se comportent comme une succursale du ministère de l'agriculture; l'individu se retrouve piégé ainsi entre un agriculteur et une masse d'arguments et d'assertions diverses, de termes techniques émis par le syndicat agricole, telles les notions de '*nitrate par hectare*', '*phosphates*', '*ammoniaque*', '*émissions d'odeur*', '*unités de bétail*', '*calculs de Simmelgaard*', etc., termes que la plupart des gens méconnaissent, surtout du point de vue des conséquences qui en découlent du point de vue environnemental.

Enfin, Gylleramt existe aussi du fait de la taille des fermes actuelles. Aujourd'hui ces dernières ne correspondent plus aux tailles des fermes traditionnelles danoises, elles s'apparentent plutôt à des entreprises industrielles. Pour ce, elles devraient être évaluées et jugées au même titre que n'importe quelle autre industrie, ce qui n'est certes pas le cas! Si aujourd'hui une entreprise industrielle désire s'établir ou accroître sa production, les autorités tiendront compte non seulement des risques de pollution des nappes phréatiques mais elles évalueront également l'impact de facteurs comme le bruit, la charge de circulation sur les routes, les odeurs, et tout autre facteur pouvant porter préjudice à l'environnement ainsi qu'au proche voisinage. Et ceci, même si la ville ou les quartiers résidentiels se sont développé autour d'une entreprise industrielle déjà établie. On peut citer comme exemple la sablière de Mogenstrup (*Mogenstrup Grusgrav*) ou encore la tannerie de Løvgreen (*Løvgreens Garveri*) à *Vordingborg*. Cette dernière a du fermer ses portes quand les habitants d'un quartier résidentiel récemment construit tout près de la tannerie, ont porté plainte pour nuisance d'odeurs. La tannerie était pourtant sise là, en pleine campagne, depuis plusieurs générations.

Aujourd'hui, nous faisons le constat de plus en plus fréquent de la pollution des nappes phréatiques desquelles nous puisons notre eau potable, et de la pollution des fjords et des mers entourant le pays, de la mort des poissons et des pertes en oxygène. Les méthodes de production agricoles actuelles sont comparables pour maints aspects à une bombe à retardement, en ce qui concerne l'accès à notre eau potable. Il faut entre vingt-cinq et cent ans, en fonction de l'état des sols, pour qu'une pollution de surface atteigne les nappes phréatiques. Cette pollution des nappes phréatiques engendrera une situation catastrophique. Il est entendu qu'il ne sera alors pas possible de s'arrêter de polluer pendant vingt-cinq à cent ans, histoire d'attendre de pouvoir à nouveau boire l'eau!

On peut donc dire, de façon un peu crue, que le profit agricole n'est là que pour les vivants. En d'autres mots, il ne fera pas bon vivre sur le monde délaissé par l'agriculteur à ses enfants, à ses petits-enfants et arrières petits-enfants!

Certains diront peut-être que nous avons déjà au Danemark plusieurs organismes tels *Naturfredningsforeningen* (organisme de protection des espaces sauvages), *Noah* (Les amis de la terre, section Danemark), *Landbrugsrådet* (Conseil de l'agriculture) et d'autres encore. Mais le premier comme son nom l'indique, a pour mission la protection des espaces sauvages, le second est un organisme de contestation, voué à l'amélioration de l'environnement en général, et le dernier est un organisme agricole qui de ce fait, sera donc toujours juge et parti.

Le fait que plusieurs personnes se soient adressées à nous pour demander de l'aide, nous a fait prendre conscience du fait qu'il n'existait pas d'association ou d'organisme offrant du support aux gens qui habitent aux abords des porcheries industrielles.

L'agriculteur dispose, lui, de ses propres organisations qui peut lui apporter de l'aide professionnelle et juridique. Quant aux autorités, elles agissent comme si elles étaient au service de l'agriculteur, et font même office de partialité dans les litiges concernant le lisier. Les individus vivant près de porcheries, qui ne savent pas évaluer les conséquences de demandes d'extension des producteurs porcins, des résolutions des autorités en place, ou qui



encore ne savent pas argumenter de façon précise et professionnelle vis-à-vis des dites autorités, se retrouvent en principe sans droits. Ils verront ainsi leur qualité de vie partir en lambeaux et leur propriété immobilière perdre de sa valeur.

En parallèle à cela, plusieurs dirigeants d'organismes agricoles ainsi que plusieurs agriculteurs ont du mal à se faire une opinion générale de la situation danoise comparativement à celle qui existe ailleurs, notamment dans les pays comparables au Danemark en ce qui a trait à la production porcine. Ils n'arrivent pas non plus à connaître l'ensemble des lois et règlements adoptés par le Parlement. Notre association les aide donc à mieux connaître ces lois. Il y a par exemple, encore des agriculteurs qui pensent qu'il n'existe pas de règles concernant la mise en place de couvercles sur les récipients de lisier, même si une telle loi existe depuis 1988. Dans le même ordre d'idées, mentionnons l'entretien de Povl Fritzner, élu pour les îles de l'est du Danemark, ayant récemment affirmé à *Radio Danemark* que notre pays était celui qui disposait des règles en vigueur les plus strictes au monde en matière de gestion agricole et de son impact sur l'environnement, en particulier pour la gestion du lisier, alors que chacun sait que les règles en Hollande sont encore plus strictes.

Enfin, je voudrais souligner le fait qu'à l'heure actuelle au Danemark, notre production alimentaire est saine et raisonnable et qu'elle doit le demeurer. En revanche, si notre vision de l'agriculture perd le respect envers les êtres humains et l'environnement, nous nous exposons au risque de vivre d'ici quelques années, une telle opposition de la population, que lorsque l'extension prévue par l'Union Européenne se produira, le modèle agricole danois sera devenu caduc.

## **ANNEXE 6**

# **Les exploitations porcines s'étendront**

**Michael Rothenborg, Politikens dag 22.12.2002**

**Traduit par Anne Risborg-Madsen**

### Extensions des fermes porcines

Au Danemark, les demandes d'extension et de construction de nouvelles porcheries et d'étables à bétail se sont multipliées de plus belle depuis deux ans. Selon une enquête menée dans les quatorze cantons du Danemark, pour 400 demandes enregistrées en l'an 2000, il y en a eu plus de 2400 en 2002. Ces demandes proviendraient essentiellement des producteurs de porcs, ceux-ci cherchant à accroître leur production; pour le moment, presque tous les agriculteurs obtiennent une réponse positive à leur demande d'extension, et ce, quelle qu'en soit son importance.

Dans les cantons, l'on estime que cette croissance des demandes serait due aux prix du porc, très favorable pour les fermiers depuis quelques années. De plus, les agriculteurs craignent un durcissement des réglementations à venir, ce qui restreindrait leurs possibilités de production, en particulier lorsque leur territoire jouxte un territoire naturel.

Ces réglementations sont dans les faits, celles provenant de deux sources et touchant deux dimensions à savoir :

- le prochain plan environnemental danois sur la gestion des eaux, en réponse à la directive sur la gestion des eaux édictée par l'Union Européenne
- des réglementations édictées sur la base de la directive de l'habitat de l'Union européenne, concernant tout particulièrement la protection des territoires naturels.

Thorbjørn Sørensen, responsable de l'environnement pour le canton de la Fionie, estime que son équipe a été en contact avec la moitié des producteurs de porcs en Fionie. Il dit: *"Il m'apparaît de façon très claire, qu'il y a un accaparement des permis d'extension, parce que l'on s'attend à des resserrements des règles dans les années qui vont suivre"*.

Mr. Sørensen est loin d'être le seul à exprimer cette idée d'accaparement, ce, d'autant plus qu'une grande partie des permis ne sont pas utilisés pour le moment. Certains en font toutefois usage : Selon le *Danske Slagterier* (Organisation des Abattoirs Danois), le nombre de cochons élevés est passé de 22,3 millions en l'an 2000 à 23,9 millions en 2002, ce qui signifie une augmentation de plus de 7%.

"C'est au risque que la production porcine s'emballe et que la nature en est pâtisse gravement" dit Poul Henrik Hartz, président de *Danmarks Naturfredningsforening* ( Danish Society for Conservation of Nature).

Le vice-président du *Landboforeningerne* (Organisation des Agriculteurs), Henrik Høegh, avoue qu'il y a eu une augmentation de la production et du

nombre de demandes: *"Mais surtout, il y a aussi beaucoup de petits producteurs qui s'arrêtent, dû au fait que les prix de la viande de porc redescendent. Plus tard, la production risque donc de baisser à nouveau"* prédit-il.

Monsieur Høegh avoue que beaucoup d'agriculteurs font leur demande d'extension à cause de l'insécurité qu'ils éprouvent envers le durcissement des réglementations à venir, et que *"certains gardent probablement leur permis pour l'utiliser plus tard"*.

*"il arrive que plus tard, certains constatent que peut-être, ils voudraient changer leur projet, et qu'ils envoient ensuite une demande pour un nouveau projet d'expansion. Et puisque les cantons, à notre avis, fonctionnent déjà selon le principe de précaution et refusent plus souvent qu'auparavant, nous serons contents de voir la mise en place de nouvelles règles sur l'environnement. Cela sera plus simple, à la fois pour les cantons et pour les sollicitateurs."* dit Høegh.

Une des sollicitations plutôt frappante en 2002 concernait le lac Filsø, au nord de Varde. Avant son drainage, ce territoire était en taille, le deuxième lac du Danemark et mis sous protection internationale comme territoire naturel, mais le propriétaire y a projeté une grande usine porcine.